

AN&ELD

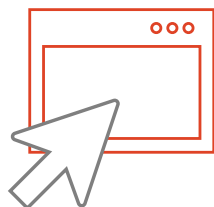
Association Nationale des Etudiants
Luxembourgeois en Droit

GUIDE

DU FUTUR JURISTE



contact@aneld.lu



L'ASSOCIATION **ONLINE**

www.aneld.lu

pour devenir membre,
accéder aux offres de stages de nos partenaires
et pour toutes les informations concernant nos évènements.



AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

Jean Wivenes

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Avec le nouveau Guide du futur juriste, l'ANELD s'est doté d'un outil pratique et indispensable pour répondre de manière rapide et efficace aux questions de l'étudiant en droit.

Je me rappelle qu'avant de débiter mon parcours universitaire, j'ai contacté le comité de l'ANELD afin de me renseigner sur les études de droit, mais aussi pour obtenir des conseils pratiques concernant la vie d'étudiant.

Comme tout autre élève de première ou de terminale, je me suis posé des questions sur les études à entreprendre, sur le choix de l'université et sur la filière à suivre.

Ne connaissant, à l'époque, pas d'étudiant en droit, c'est à travers l'ANELD que j'ai pu obtenir des informations utiles de la part des membres de l'association poursuivant des études juridiques à différentes universités.

L'ANELD, comme toute autre association de bénévoles, ne vit qu'à travers ses membres et je tiens à encourager tous les futurs étudiants en droit à s'inscrire et à s'engager au sein de notre association.

L'engagement au sein de l'ANELD n'est pas seulement synonyme de travail ; c'est avant tout l'occasion de rencontrer d'autres étudiants et d'acquérir de l'expérience, tant sur le plan social qu'au niveau professionnel.



Toutes les initiatives que prend l'ANELD au fil de chaque année universitaire (vous trouverez un petit aperçu dans ce Guide) ne seraient pas possibles sans le soutien de nos partenaires auxquels je tiens à adresser mes vifs remerciements.

Un grand merci va aussi aux membres du comité de l'ANELD qui, à côté de leurs études, consacrent leur temps et leur talent à la réussite de l'association et à celle des plus de 850 étudiants qu'elle représente.

Quand j'ai accédé à la fonction de président, au début de cette année universitaire, j'ai pu m'appuyer sur le formidable travail réalisé par mes nombreux prédécesseurs et par les comités successifs qui ont fait de l'ANELD, au cours des vingt dernières années, ce qu'elle est aujourd'hui, à savoir la plus grande association d'étudiants en droit au Luxembourg.

Cela ne signifie toutefois pas que l'ANELD se reposera sur ses lauriers. Bien au contraire, à chaque comité ses défis, et l'actuel comité est bien déterminé à relever ceux qui se posent à lui.

Jean Wivenes
Président de l'Association Nationale
des Étudiants Luxembourgeois en Droit



PRÉFACE DU PROCUREUR GÉNÉRAL D'ÉTAT

Martine Solovieff

Chères étudiantes,
Chers étudiants,

C'est avec nostalgie certes accompagnée d'excellents souvenirs que j'ai le plaisir de préfacier votre « Guide du Futur Juriste ». Lointaine est ma vie d'étudiante.

Vous avez choisi une formation dont la pratique quotidienne, quelle que soit la profession juridique que vous choisirez d'exercer en définitive vous procurera une grande satisfaction personnelle si ce n'est même une fascination.

L'ANELD en tant qu'organe de soutien des étudiants luxembourgeois en droit a pour vocation d'être un appui, mais bien plus un organe de contact avec tous les milieux professionnels et bien sûr et notamment la Justice.

J'ose exprimer le souhait que bon nombre d'entre vous envisageront à un moment ou à un autre d'embrasser la carrière de magistrat que ce soit dans l'ordre judiciaire ou administratif.

En effet si la mission du législateur est bien celle d'élaborer les principes à la base du fonctionnement de la société, la tâche du magistrat est celle d'appliquer ces principes de façon raisonnée et dans l'esprit de la loi aux hypothèses de la vie réelle.

Le magistrat applique le droit, mais aussi l'interprète en fonction des situations concrètes.



La Justice du XXI^e siècle entend se rapprocher du justiciable en se rendant plus transparente et en améliorant sa visibilité envers le public.

Le magistrat assure un service public à l'attention du justiciable en quête d'une décision équitable. Il doit donc être à l'écoute et doté d'un grand humanisme à l'égard des usagers de la Justice côtoyant certes souvent la plus grande détresse humaine.

Il lui appartient aussi de rendre le droit accessible au simple citoyen, les procédures étant souvent complexes et incomprises.

Vous représentez notre Justice du futur et c'est dans cette optique qu'il vous appartiendra aussi de la rendre visible et transparente afin de renforcer davantage la confiance du justiciable.

La Justice luxembourgeoise compte sur vous !

Je souhaite à l'ANELD tous mes meilleurs vœux de succès et vous remercie pour votre engagement de promouvoir nos professions du droit.

Martine Solovieff
Procureur général d'État

Le Comité.

2019 / 2020



Jean Wivenes
PRÉSIDENT

jean.wivenes@aneld.lu



Liz Braz
VICE-PRÉSIDENTE

liz.braz@aneld.lu



Nicola Schreiner
SECRÉTAIRE

nicola.schreiner@aneld.lu



François Birden
SECRÉTAIRE ADJOINT

françois.birden@aneld.lu



Yohan Bizard
TRÉSORIER

yohan.bizard@aneld.lu



Helder Gachineiro
COMMUNICATION

helder.gachineiro@aneld.lu



Felix Penning
MEMBRE DU COMITÉ
felix.penning@aneld.lu



Lynn Majerus
MEMBRE DU COMITÉ
lynn.majerus@aneld.lu



Christophe Molitor
MEMBRE DU COMITÉ
christophe.molitor@aneld.lu



Max Kreutz
MEMBRE DU COMITÉ
max.kreutz@aneld.lu



Lore Adams
MEMBRE DU COMITÉ
lore.adams@aneld.lu



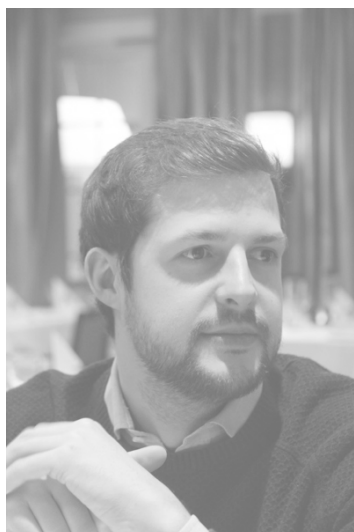
Max Bintener
MEMBRE DU COMITÉ
max.bintener@aneld.lu



Pauline Attallas
MEMBRE DU COMITÉ
Pauline.attallas@aneld.lu



Ann List
MEMBRE DU COMITÉ
ann.list@aneld.lu



Patrick Thill
MEMBRE DU COMITÉ
patrick.thill@aneld.lu

**TARIFS
ÉTUDIANTS**
CONTACTEZ-NOUS

Étudiez sur de bonnes bases

Toute l'information juridique
au Luxembourg

**LIVRE DES IMPÔTS
LUXEMBOURGEOIS**

**CODE LUXEMBOURGEOIS
DU TRAVAIL ET TEXTES
COMPLÉMENTAIRES
INDISPENSABLES**

CODE DES SOCIÉTÉS

DROIT DE LA FAMILLE
Recueil de textes

**PROTECTION
DES DONNÉES
PERSONNELLES**
Recueil de textes

Retrouvez tous nos ouvrages
sur **www.legitech.lu**

LEGIT
éditeur juridique

Sommaire

		29	MASTER OF LAWS
15	VOTRE ACCOMPAGNATEUR TOUT AU LONG DE VOS ÉTUDES	31	CCDL – COURS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT LUXEMBOURGEOIS
19	L'UNIVERSALITÉ DU DROIT	36	OÙ ÉTUDIER ? 38 Luxembourg, 49 Belgique, 41 France, 43 Suisse, 45 Allemagne, 46 Autriche.
20	LE GALA DE DROIT	50	QUELQUES QUESTIONS À 50 Charles Duro, 52 François Kremer, 54 Philippe Harles, 56 Tom Hamen, 58 Vincent Staudt, 60 Christiane Reckinger.
26	RENCONTRE ENTREPRISES-ÉTUDIANTS	64	LE PARCOURS DU FUTUR JURISTE
28	EFFECTUER UN ERASMUS	68	UNE PANOPLIE DE POSSIBILITÉS 68 Magistrat, 70 Huissier, 71 Notaire, 73 Avocat, 75 Diplomate, 76 Juriste d'entreprise.

DANS UN MONDE QUI CHANGE VOUS AVEZ TOUTES LES CARTES EN MAIN POUR VOS ÉTUDES



OFFRE ÉTUDIANTS EXCLUSIVE

Retraits V PAY gratuits à l'étranger
à tous les distributeurs du groupe
BNP Paribas et des banques partenaires*

Infos : (+352) 42 42-2000 et startin.lu



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque
d'un monde
qui change

ALLEN & OVERY



**Thinking differently.
Working together.
One purpose, many perspectives.
IT'S TIME.**

A career in Law

Consistently ranked at the top of law firm practice group rankings in Luxembourg, clients can be confident that our advice will be of the very highest quality across our Corporate and M&A, Banking & Finance, Tax, Capital Markets, Investment Funds, Employment, IP/IT, Insurance and Real Estate practices.

Comprised of 44 offices in 31 countries, our unique global network is one that is unmatched by our competitors, allowing for seamless multi-jurisdictional legal advice.

Are you interested in a career with Allen & Overy? Then please apply at allenovery.com/careers

Follow the conversation:

🐦 @AllenOvery_LU

© allenovery_lu

● careerluxembourg@allenovery.com



**DU WËLLS BERUFFLECH
DUERCHSTARTEN
AN AKTIV ZU ENGER
SÉCHERER FINANZPLAZ
BÄIDROEN?**



Ob Stage oder éischt Aarbechtsplaz, mir encadréieren a forméiere jonk Talenter a bidden dir:

- Een internationaalt a modernt Aarbechtsëmfeld
- Eng gutt Work-Life-Balance
- Ee kompetitive Gehaltspackage

All eis Joboffere fënns du op www.cssf.lu/recrutement

Schéck eis deng Froen oder komplett Kandidatur op recruitment@cssf.lu

FOLLOW US ON  

VOTRE ACCOMPAGNATEUR TOUT AU LONG DE VOS ÉTUDES

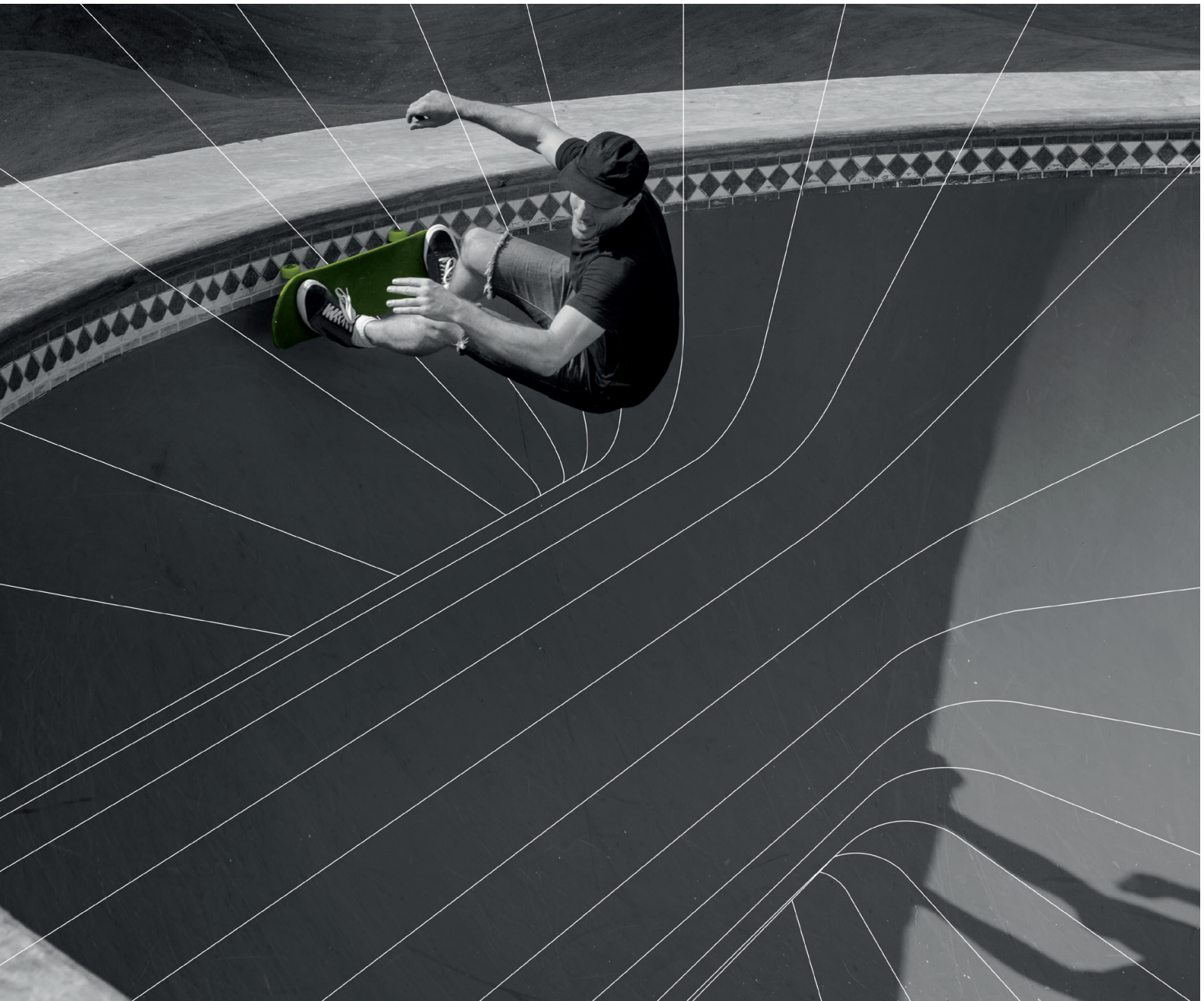
Après quelques tentatives plus ou moins fructueuses (dans les années 70 et en 1998) de réunir tous les étudiants luxembourgeois en Droit au sein d'une association, le projet ANELD a été relancé en décembre 2005. Depuis lors, l'ANELD est devenue de plus en plus connue parmi les étudiants en Droit. Grâce au travail exemplaire des derniers comités, l'ANELD est fière de pouvoir affirmer qu'elle compte aujourd'hui plus de 850 étudiants en droit et est devenue un organe de soutien bien important pour les futurs juristes.

L'ANELD organise, à travers l'Europe, des rencontres (sous forme de présentation dînatoire) entre ses membres et les plus importants employeurs du domaine juridique implantés au Luxembourg. De telles rencontres ont par exemple régulièrement lieu à Paris, Aix-en-Provence, Londres, Montpellier et Bruxelles.

À ces rencontres régulières s'ajoute l'organisation de visites guidées d'institutions politiques ou juridiques intéressantes au Luxembourg ou dans les pays limitrophes (Cour de Justice de l'Union Européenne, Chambre des députés, Conseil d'État, etc.). De plus, l'ANELD organise, tout au long de l'année, ses traditionnelles soirées « *Fräibéier* », notamment sur la « *Schueberfouer* » ou dans des cafés à Luxembourg-Ville, afin de renforcer le contact et la proximité avec ses membres et de permettre aux nouveaux venus de se présenter et de faire des connaissances sympathiques et enrichissantes.



join the leading
business law firm
in Luxembourg



Bring value, get value, be valued.

arendt.com/careers

**Bring value,
get value,
be valued.**



Quels sont vos domaines d'activité ?

Arendt & Medernach a une expertise de haut niveau dans tous les domaines du droit des affaires couvrant notamment les fonds d'investissements, le Private Equity & Real Estate, le droit des sociétés-fusions/acquisitions, le droit fiscal et le droit bancaire et financier.

Quels sont les points forts de votre étude ?

Arendt & Medernach est un cabinet luxembourgeois indépendant de premier plan. Notre expertise de haut niveau est reconnue dans tous les domaines de compétences et nous tenons le plus grand nombre de top tiers rankings dans les « international league tables ». Ceci nous permet d'offrir à nos clients un éventail complet de services juridiques et de conseils, adaptés à leurs besoins particuliers.

C'est donc un contexte idéal pour offrir à nos collaborateurs un environnement de travail de choix. Nos collaborateurs sont rapidement exposés à des missions d'envergure internationale, l'organisation du travail favorise la diversité des expériences et des cultures, la mobilité, l'apprentissage dans un esprit de partage et d'équipe.

Bénéficiez-vous d'un réseau international ?

L'étude a des bureaux de représentation établis à Dubaï, Hong Kong, Londres, Moscou, New-York et Paris pour servir et développer sa clientèle internationale. Par ailleurs, l'étude fait partie du plus important réseau mondial de cabinets indépendants « Lex Mundi ». Ce réseau, nos clients, nos bureaux de représentation sont autant d'opportunités de secondments pour nos collaborateurs.

Est-ce que votre étude/entreprise offre des activités en dehors du quotidien ?

Comme nous aimons le dire, nous travaillons beaucoup pour l'excellence mais les moments de détente sont à hauteur et partie intégrante de nos valeurs. Les moments de rencontre se font à tous les niveaux dans l'organisation, que ce soit à l'échelle globale pour un week-end ski annuel devenu mythique et le traditionnel repas de Noël, ou à l'échelle des

équipes pour des activités de team building. Aussi à l'initiative des collaborateurs nous avons par exemple une équipe de foot, une chorale, une préparation au marathon de Luxembourg, etc. Il est rare qu'une semaine se passe sans un évènement social.

A partir de quelle année d'études occupez-vous des stagiaires ?

L'étude accueille annuellement plus de 80 stagiaires, principalement aux niveaux Master 1 ou Master 2 en droit.

Comment se présente en premier lieu l'encadrement du stagiaire au sein de l'étude, en deuxième lieu son suivi pendant le temps du stage et en dernier lieu, son départ ?

L'étude donne la possibilité aux stagiaires d'intégrer une équipe (en principe entre 5 et 40 personnes), composée essentiellement d'un associé et de collaborateurs de différents niveaux d'expérience.

Dès le premier jour de stage, les stagiaires participent aux présentations et formations d'accueil leur donnant les clés d'utilisation des outils et de l'environnement de travail. Ils sont suivis par un tuteur issu de l'équipe dans laquelle ils travaillent et en parallèle ils ont une personne de contact au sein des Ressources Humaines qui les suit pendant et après leur stage. Très vite les stagiaires sont mis dans le bain au sein de l'équipe. Ils ont la possibilité de travailler avec tous les membres de l'équipe et ils interviennent sur des dossiers juridiques pour une clientèle nationale et internationale. Ils effectuent des recherches juridiques, rédigent des documents juridiques, participent aux conférence calls avec le client et d'une manière plus générale, ils participent à la vie des dossiers.

Afin de leur permettre de se former au mieux pendant le stage, les stagiaires ont la possibilité de participer aux formations et aux séminaires qui sont proposés aux collaborateurs de l'Etude.

Avant leur départ, les stagiaires ont un entretien de fin de stage avec les Ressources Humaines qui permet de faire le point sur le stage et de discuter des projets futurs du stagiaires.

KRIEGER

ASSOCIATES

Your Partner in Real Estate

Le droit de propriété enseigné à l'université ne correspondra plus au droit de propriété malmené en permanence par le législateur. Les règles de 1804 seront balayées par les exigences énergétiques des bâtiments, des contraintes environnementales, un urbanisme en retard sur l'évolution démographique de notre pays. Immuable pendant deux siècles, le droit des biens connaîtra une évolution considérable pour répondre aux oublis et retards de notre législateur. Vous ne le reconnaîtrez plus !

Une étude d'avocats qui se veut à la pointe du droit des biens, du droit de la propriété, du droit administratif, doit prendre en considération les évolutions de notre société et doit rester à la tête du progrès juridique. La compréhension du droit de propriété au XXI siècle oblige le praticien à sortir des sentiers battus.

L'étude **Krieger & Associés** se situe à la tête de cette évolution juridique. Passionnée du droit de l'immobilier, son activité contentieuse est accompagnée d'une forte activité académique. Les conférences régulièrement organisées par l'étude, la publication d'ouvrages, sa participation à l'élaboration de certains projets de loi, ainsi que la jurisprudence abondante à laquelle elle donne lieu, témoignent de son investissement dans la protection de ce droit. Sensibles à l'évolution du droit de la propriété et inquiets de la permanente atteinte faite aux droits fondamentaux, à l'Etat de droit, nous adoptons une position préventive face aux changements de législation.

Nous accueillons volontiers les avocats qui souhaitent partager ce défi.



« LE CHEMIN EST LE BUT »

Si un des enseignements donnés par Confucius est que « *Le chemin est le but* », il est important de se poser de sérieuses questions quant à la carrière que l'on souhaite entamer.

Généralement, lorsqu'on pense « Droit », on pense immédiatement aux métiers de magistrat et d'avocat, ce dernier ne se cantonnant plus à la simple représentation de son mandataire en justice, mais dispensant beaucoup de conseils juridiques, fruit notamment de la tertiarisation de l'économie grand-ducale. Il serait toutefois réducteur de se limiter à ces deux acteurs principaux du monde juridique, au risque de faire abstraction d'autres métiers tout aussi intéressants, tels que le notaire ou encore l'huissier de justice.

Face à la rapide croissance des échanges économiques à travers le monde et la complexification du Droit qui l'accompagne, un autre acteur a connu un essor fulgurant au cours des dernières décennies : le juriste d'entreprise. Fort d'une formation juridique, il assiste, notamment, son entreprise dans toutes les opérations afin d'assurer leur conformité au droit.

Il convient également de mentionner à cet endroit trois sous-catégories du juriste, à savoir le juriste de banque, particulièrement recherché vu le tissu économique du pays, le juriste dans la fonction publique ainsi que les toutes les fonctions auxquelles peut accéder le juriste en entamant une carrière supérieure dans l'administration publique.



Le Gala de Droit est un événement annuel destiné exclusivement aux membres de l'ANELD pour fêter, entre amis et collègues, la fin de l'année universitaire.

En 2012, le comité présidé par Damien Rychlicki a, pour la première fois dans l'histoire de l'association, réussi à organiser un événement de cette taille et d'une importance pareille.

En 2019, le comité présidé par Alexeji Nickels, a organisé le Gala de Droit à la Brasserie Schuman, à Luxembourg ville. Avec plus de 150 participants, l'édition 2019 du Gala de Droit a été jusqu'à présent l'édition la mieux fréquentée. Avec des actes musicaux, un voyage culinaire haut de gamme et une ambiance festive au plein centre-ville de la capitale, le Gala fut un franc succès.

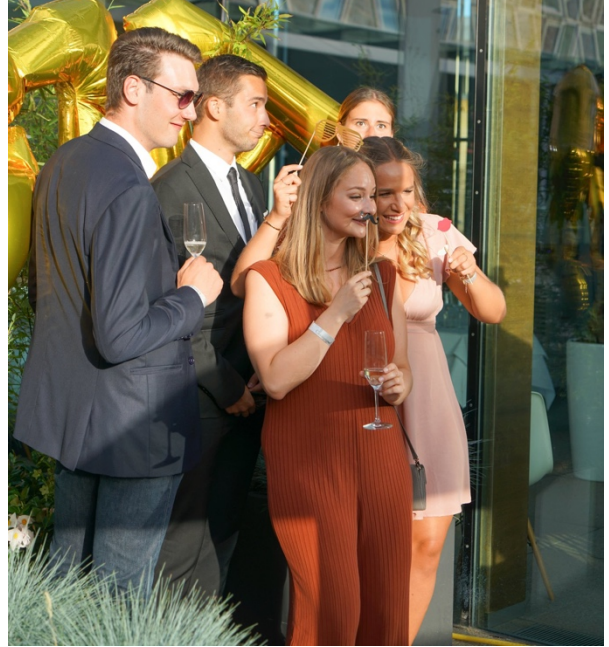
Le comité actuel s'efforce de vous offrir un Gala au moins aussi réussi en 2020.

GALA DE DROIT

2019







ELVINGER HOSS PRUSSEN

**ELVINGER
HOSS**
LUXEMBOURG LAW

Legal advice to the highest precision

Meet us, Join us!

For enquiries about opportunities at
Elvinger Hoss Prussen, please contact
careers@elvingerhoss.lu

LUXEMBOURG | HONG KONG
Elvinger Hoss Prussen
www.elvingerhoss.lu

NEW YORK
Elvinger SARL PLLC
www.elvinger.us

ELVINGER HOSS PRUSSEN, société anonyme | Registered with the Luxembourg Bar | RCS Luxembourg B 209469 | VAT LU28861577

ELVINGER HOSS

LUXEMBOURG LAW



WHAT ARE YOUR FIELDS OF EXPERTISE?

Independent in structure and spirit, Elvinger Hoss Prussen guides clients on their most critical Luxembourg legal matters. Our firm was founded in 1964 by lawyers committed to excellence and creativity in legal practice. Since then, we have shaped a firm fit for one purpose; to deliver the best possible advice for businesses, institutions and entrepreneurs.

Our work is organised into 4 core practice groups:

- Asset management and investment funds
- Corporate, Banking & Finance
- Tax
- Dispute resolution and commercial.

WHAT MAKES YOU DIFFERENT?

Our independent spirit ! For us, being independent is as much about our spirit as it is about our structure. We work hard to defend our distinctive culture. We have high expectations of each other, which underpins the exacting standards of our client work.

You will find every member of our firm shares a strong commitment to our values:

- A sense of ownership. We act as stewards in upholding the firm's culture and reputation.
- Personal satisfaction. We seek satisfaction in setting and surpassing the highest standards for ourselves, in internal and client work.
- Opening opportunities. We are driven to support the evolution of Luxembourg as a financial centre, through ongoing contribution to legislative development and origination of new legal structures.
- Mutual support and respect. We take an ethical approach in all instances; we are proud to uphold the integrity of the Luxembourg Bar.

ARE YOU PART OF AN INTERNATIONAL NETWORK?

We choose not to have formal affiliations, but regularly work alongside some of the most respected firms in the world, who share our commitment to technical excellence.

Through these daily interactions, you will gain exposure to best practice in law across various jurisdictions - we often exchange seminar programmes with peer firms.

Through our Hong Kong office and our New York desk, and our relationships with clients and other law firms, we can offer you the opportunity to work abroad on secondment.

INTERNSHIP, WHAT DO YOU OFFER?

We offer 4- to 6-week internships for undergraduates (L3) and masters students, and longer periods for master complémentaires (M2) or LLM students. You can take your internship throughout the calendar year, depending on your university commitments. Completing an internship will shape your view on life as a professional lawyer. We see it as a great opportunity to get to know each other in real conditions – indeed many of our previous summer trainees are now part of the future of our firm.

We take great care in creating a programme that will both challenge you intellectually and develop you personally, including:

- unique professional insight – you will benefit first-hand from the tutelage of a partner or counsel and receive daily guidance from an associate.
- variety of experience – you will work in at least two areas of practice (from asset management and investment funds, corporate banking and finance, and dispute resolution).
- practical experience – your role is to assist our lawyers in their work through a wide variety of tasks and discussion of client cases; in return they will give you helpful feedback and guidance.
- tailored training – you will receive an introduction to Luxembourg law, an appreciation of the type of transactions that we are involved in and what will be expected from you as future lawyers. We also organise visits to the Tribunal and the Court of Justice of the European Union.

FOR MORE INFORMATION PLEASE VISIT
WWW.ELVINGERHOSS.LU

RENCONTRE ENTREPRISES-ÉTUDIANTS

FOIRE DE RECRUTEMENT POUR JURISTES ET ÉCONOMISTES

Informier – renseigner – recruter, c'est par ces termes que se caractérise depuis toujours le forum des entreprises organisé annuellement par l'ANELD et l'ANESEC. Appréciée dans la Grande Région, la « Rencontre Entreprises-Étudiants » est l'endroit idéal pour entrer en contact direct avec les étudiants et les jeunes diplômés. Dans une atmosphère encourageant l'échange, les visiteurs sont libres de se renseigner sur les plans de carrière ou de s'informer sur les offres de stage et d'emploi proposées par les entreprises participantes.

Créée dans les années '80, la « Rencontre Entreprises-Étudiants » fut le premier salon de recrutement organisé au Grand-Duché du Luxembourg. Conçu par des étudiants pour des étudiants, ce forum des entreprises a eu dès le départ comme vocation de promouvoir les métiers du secteur financier et économique, tout en facilitant aux jeunes diplômés l'entrée sur le marché du travail.

L'ANELD et l'ANESEC ont continuellement recherché à améliorer l'organisation et les services offerts dans le cadre de ce forum des entreprises. Ainsi, la « Rencontre Entreprises-Étudiants », en tant que premier salon de recrutement, a permis aux futurs diplômés de participer à des simulations en temps réel d'entretiens d'embauche.

Une fois arrivés dans le monde professionnel, les économistes et les juristes travaillent souvent dans le même domaine ou au sein d'une même entreprise. C'est la raison pour laquelle les deux associations d'étudiants se sont alliées.

Par conséquent, les entreprises et cabinets présents peuvent entrer en contact avec les étudiants des deux matières. Un nombre de participants plus élevé nous permettra cette année-ci de nous présenter sous une forme plus attrayante. En outre, le partage des coûts fixes permettra une intensification de la publicité, voire une meilleure visibilité des entreprises participantes au public.

Ainsi, grâce à l'expérience de l'ANESEC, l'ANELD souhaite que la « Rencontre Entreprises-Étudiants » promeuve les métiers de juriste et d'avocat et qu'elle devienne le lieu où tous ses membres viendront se renseigner sur les offres de stage auprès des partenaires de l'ANELD.

ÉDITION
36

Ree

**RENCONTRE
ENTREPRISES - ETUDIANTS**
FOIRE DE RECRUTEMENT POUR ECONOMISTES ET JURISTES

ORGANISATION :

ANESEC & ANELD

décembre 2019

date précise à annoncer

EFFECTUER UN ERASMUS

Les études en droit donnent la possibilité de faire un Erasmus au cours du parcours universitaire.

Étant étudiante à la faculté de droit et de science politique à Montpellier, j'ai effectué un Erasmus au cours de ma Licence 3. En effet, pour les étudiants en droit en France on peut effectuer un Erasmus, soit au cours de la troisième année de licence, soit pendant la première année de master.

Le catalogue des destinations pour l'Erasmus est assez vaste et compte plusieurs pays européens,

Dès lors, mon choix est tombé sur Heidelberg pour plusieurs raisons. D'abord, l'université de Montpellier et celle de Heidelberg sont en jumelage, ce qui signifie que les deux villes favorisent les échanges socio-culturels et proposent des institutions ou programmes qui visent une intégration plus facile des personnes venant de la ville jumelée.

Ensuite, elle est la plus ancienne faculté de droit en Allemagne, fondée en 1386 et reconnue comme une des meilleures facultés pour les études en droit en Allemagne.

Enfin, en effectuant un stage auprès d'une étude d'avocats, je me suis rendu compte qu'il y a un manque d'avocats luxembourgeois qui ont des connaissances de base du droit allemand, alors qu'un certain nombre de dossiers présentent un lien avec le droit allemand. Donc, cet Erasmus m'a permis d'acquérir des connaissances sérieuses du droit allemand que j'estime opportunes pour mon projet professionnel.

Les raisons pour partir en Erasmus sont multiples ; l'Erasmus donne l'opportunité d'apprendre ou d'approfondir ses connaissances d'une langue, de connaître une nouvelle culture et des nouvelles villes. L'Erasmus favorise aussi une meilleure capacité d'adaptation, suite au fait d'être face à une autre langue, d'autres méthodologies de cours et modalités d'examens.

ainsi que des pays ne faisant pas partie de l'Union.

Selon le choix de pays, différentes modalités s'appliquent afin de faire une sélection des étudiants qui peuvent partir à cette destination. A savoir, pour les destinations plus lointaines, comme par exemple Montréal, il faut être un des meilleurs élèves de sa promotion. Pour d'autres pays ou villes, où les demandes ne sont pas tellement fortes, à savoir l'Allemagne, le critère de la maîtrise de la langue est le plus important.

Néanmoins, il existe quelques aspects qu'il faut prendre en compte qui peuvent constituer des inconvénients. S'agissant des démarches administratives, elles sont souvent abondantes et confuses ; on se retrouve souvent avec un retard non négligeable en ce qui concerne l'administration chargée pour le volet international de la faculté. Ces retards s'expliquent par la différence de périodes de l'année universitaire selon le pays d'accueil, qui n'est pas prise en compte par l'administration. De ce fait, on peut se retrouver face à une administration fermée à la fin de l'année universitaire et on se voit dans l'impossibilité d'envoyer tous les documents nécessaires afin de pouvoir obtenir à temps son relevé de notes de l'année en question.

D'ailleurs, les universités en France sont bien conscientes de ces retards pour les étudiants Erasmus et permettent une inscription malgré le fait que le relevé de notes manque et permettent dès lors de joindre ultérieurement le document manquant, afin de poursuivre les études.



Photo: site de la
commission européenne

MASTER OF LAWS

Master of Laws (LLM) programs are growing in popularity. The LLM degree is a significant long-term investment that is repaid in more challenging assignments and varied career opportunities, as well as in financial benefits. You can opt to pursue your studies either towards a general LL.M. or towards one of several subject specialisms.

It is important to note that an LLM is not comparable to a continental European Master of law degree (M1/M2), even though some “Master 2” also use the title LLM.

An LLM is a postgraduate law degree, which means that you are ought to have at least a bachelor’s degree (undergraduate) before applying for an LLM.

Interestingly you can also apply for an LLM even if you did not study law in your undergraduate. It is therefore not uncommon to see economics, accounting or finance graduates pursuing an LLM degree.

This is due to the fact that LLMs are often very specialized and practice oriented, making them accessible even to non-law students.

Often LLMs adopt a problem-solving approach, both as to legal rules and their practical use.

What are the career benefits of such a qualification?

- the degree program provides an opportunity to gain more knowledge of the international market;
- the program is an opportunity to focus on a specific course of study, thus better preparing you for a career in a particular domain (arbitration, environmental law, health law, human rights law, international business law, tax law, etc.);
- an LLM will make you more attractive to potential employers (ie. international law firms);
- departments increasingly demand lawyers with a global perspective, able to add value in complex inter- national transactions by providing top-quality legal advice and services;
- spending a year in the United Kingdom or the US or anywhere else, getting an LL.M. offers an opportunity to reflect on your own system and traditions while becoming familiar with UK and US law and culture.

Application process

With the increased demand for places, the application process becomes more and more vigorous each year. The admissions committee is looking at all pieces of the application; but the most important pieces are probably: A strong academic record, as well as strong English language speaking skills.

It is important to look up in advance what English language entry requirements the LLM you are pursuing asks for.

It may well happen that certain universities do not recognize your English language proficiency test.

Process

1. Begin preparations as early as possible and at least one year in advance.
2. Visit each of the university's web sites to find all the details you need regarding applications.
3. Apply directly to each university, usually via an online application system.

More information

www.lsac.org/inde

www.llm-guide.com

www.postgrad.com

COURS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT LUXEMBOURGEOIS

Accès à la profession d'avocat :

La réussite des cours complémentaires en droit luxembourgeois (ci-après, les « CCDL ») conduit à l'obtention du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois, constituant une condition préalable à l'admission aux professions libérales du domaine du droit (avocats, notaires, huissiers de justice).

A noter qu'il s'agit aussi en principe d'une condition pour accéder à la fonction publique étatique et communale luxembourgeoise dans le cadre de la carrière des juristes (magistrats, fonctionnaires).

Par ailleurs, de nombreux employeurs privés demandent que les candidats à un emploi soient détenteurs du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois.

Les CCDL commencent généralement le 1er octobre et se terminent vers le 15 février.

Buts

Les cours complémentaires en droit luxembourgeois sont destinés à familiariser les étudiants, qui se destinent à une carrière professionnelle au Luxembourg mais qui ont en règle générale poursuivi la majorité de leur cursus universitaire dans une université étrangère, avec les particularités du droit luxembourgeois. Toutefois, le passage des CCDL est non seulement obligatoire pour les étudiants ayant suivi un parcours juridique dans une université étrangère, mais également pour les étudiants ayant suivi un enseignement universitaire juridique à l'Université du Luxembourg.

Les CCDL sont une formation de qualité axée sur les aspects pratiques de la vie professionnelle.

Contenu

A partir de la rentrée 2018/2019, le contenu du programme d'enseignement des CCDL a fait l'objet d'une réforme par rapport au régime antérieur (le passage vers le nouveau système fait l'objet de mesures transitoires destinées à maintenir les droits acquis).

Les matières enseignées sont réparties en trois groupes, portant sur « *Institutions et procédures* », « *Matières fondamentales* » et « *Matières spécialisées* ».

Chaque stagiaire doit obligatoirement valider un nombre déterminé d'heures dans chacun des groupes (48 heures pour le groupe 1 ; 36 heures pour le groupe 2 ; 42 heures pour le groupe 3), en étant libre au sein de chacun des trois groupes d'opter pour les matières de son choix (pour plus de détail, prière de consulter le programme officiel).

Chacune des matières choisies fait l'objet d'un contrôle des connaissances par voie d'examen écrit.

L'enseignement des CCDL est orienté, même s'il est théorique, le plus possible vers la pratique. Les cours sont dispensés par des professionnels choisis pour leurs compétences dans les différentes matières.

Critères de promotion

Toutes les matières doivent être validées pour permettre l'accès au stage judiciaire. Les CCDL sont sanctionnés par un certificat de formation complémentaire délivré par le Ministre de la Justice.

Le contrôle des connaissances a lieu sous forme d'épreuves écrites. Chacune des épreuves est notée sur 20 points.

Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est délivré lors de la session ordinaire au stagiaire qui a obtenu dans chaque matière une note au moins égale à 10 points.

Le stagiaire peut se présenter à la session de rattrapage dans les matières dans lesquelles in n'a pas obtenu une note au moins égale à 10 points.

Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est délivré lors de la session de rattrapage au stagiaire qui a obtenu dans chacune des matières interrogées au cours de cette session une note au moins égale à 10 points.

Aucune compensation n'est possible ni lors de la session ordinaire ni lors de la session de rattrapage.

Le stagiaire ayant conservé une note inférieure à 10 points dans une ou plusieurs matières après la session de rattrapage est admis à se réinscrire aux cours complémentaires en droit luxembourgeois, auquel cas il conserve le bénéfice des matières validées par une note au moins égale à 10 points.

En cas d'échecs successifs, il est admis à se réinscrire sans limites. Toutefois, il ne conserve le bénéfice des matières validées que pour une période maximale de deux années suivant son échec initial.

Langues d'enseignement

Les CCDL sont dispensés et les examens sont organisés en français. Toutefois, les cours peuvent comporter des éléments d'allemand. De la même manière, les examens peuvent comporter des notions d'allemand. La maîtrise de ces deux langues constitue par conséquent une condition à la réussite aux examens.

Conditions d'accès

Les candidats à l'inscription doivent être détenteurs soit d'un diplôme en droit délivré par une université étrangère répondant aux critères d'homologation tels que fixés par le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologation des titres et grades

étrangers, soit d'un grade de master en droit émis par l'Université du Luxembourg.

Pour les étudiants détenteurs d'un diplôme en droit final délivré par une université étrangère, la délivrance du certificat de formation complémentaire est soumise à l'homologation préalable de ce diplôme étranger. Les conditions de cette homologation sont régies par un règlement grand-ducal du 10 septembre 2004. Elle doit être sollicitée auprès du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

L'arrêté d'homologation peut intervenir en cours d'année seulement, mais la demande doit être déposée avant le début des cours.

Inscriptions et réinscriptions

Les inscriptions aux CCDL se font directement auprès du Ministère de la Justice.

La demande d'inscription doit être appuyée par les documents suivants:

- une photo d'identité récente ;
- une copie de la carte d'identité pour les stagiaires ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne, respectivement copie de toutes les pages du passeport pour les stagiaires non-ressortissants d'un pays de l'Union Européenne ;
- une copie du diplôme universitaire donnant accès aux CCDL ;
- une copie de l'arrêté d'homologation du diplôme universitaire donnant accès aux CCDL ou, à défaut, une attestation de dépôt de la demande d'homologation auprès du Ministère de l'enseignement supérieur ;
- un relevé d'identité bancaire, confirmant le numéro de compte IBAN du compte CCP ouvert auprès de l'établissement public Entreprise des Postes et Télécommunications, établi au nom du stagiaire.

Les stagiaires ont droit à une indemnité de stage s'élevant à 150.-EUR pendant la durée normale des CCDL.

Source : mj.public.lu

Pour toutes autres informations, les personnes intéressées peuvent s'adresser à :

Monsieur Marco Rossi
(Marco.Rossi@mj.etat.lu; 247-88531).

Quelques conseils pratiques pour les stagiaires

Certains jeunes diplômés se posent la question de comment organiser au mieux le passage des CCDL et surtout comment réussir ces derniers. Cette question n'est pas dénuée de tout sens puisque bon nombre d'étudiants ont suivi un parcours juridique à des universités, où très souvent, l'accent est plutôt mis sur la théorie que sur la pratique. A contrario, les CCDL sont orientés fondamentalement vers la pratique, ce qui s'avère

également essentiel pour préparer les stagiaires à l'exercice de nombreuses professions juridiques. Il est donc recommandable aux stagiaires ayant suivi un enseignement théorique de se familiariser avant ou en cours du passage des CCDL avec le système luxembourgeois très axé vers la pratique, notamment en faisant beaucoup de stages dans le milieu juridique.

Ceci dit, bon nombre de cabinets de la place exigent ou recommandent aux jeunes collaborateurs qui sont en cours de passage des CCDL de travailler en même temps au sein de leur Étude. Dans ce cadre, les cabinets proposent très souvent aux stagiaires des « formules » plus ou moins fixes qui règlent la répartition entre le travail dans l'Étude d'une part et la participation aux cours et examens dans le cadre des cours complémentaires d'autre part.

Or, la décision de travailler lors des CCDL doit être mûrement réfléchie. Étant donné que le nombre d'heures des cours a été fortement réduit lors de la réforme des cours complémentaires en 2018, il s'avère dorénavant parfois nécessaire d'approfondir soi-même certaines matières afin d'être au niveau exagéré par les professeurs, et ceci d'autant plus si la matière choisie n'a pas fait l'objet d'un enseignement approfondi dans le cadre de la formation universitaire. Par ailleurs, il est généralement fortement recommandable aux stagiaires de régulièrement retravailler leurs cours pour ne pas tomber dans le piège de devoir retravailler plusieurs mois de cours quelques semaines ou jours avant l'examen. La décision de travailler est donc une décision personnelle qui doit être prise par chaque stagiaire selon ses besoins et capacités individuelles.

Enfin, les CCDL attirent chaque année bon nombre d'étudiants en provenance de nos pays limitrophes (notamment francophones) qui ne sont pas familiers avec les langues officielles au Luxembourg. Il est fortement conseillé à ces personnes de suivre, le cas échéant, dès le début des CCDL, ou même avant le passage des CCDL, des cours de luxembourgeois et d'allemand pour éviter tout problème de compréhension, que ce soit lors des cours ou lors des examens.

Source : Caroline Koepp

Which career path are you looking for?



MOLITOR Avocats à la Cour, established 23 years ago, is a respected independent law firm in Luxembourg with a wide international network. Local and international clients rely on us for our recognised expertise in matters and disputes involving Luxembourg law. Our multi-disciplinary and multi-national team serves all major economic sectors.

Banking & Finance
Business & Commercial
Corporate & M&A
Employment, Pensions & Immigration

Insurance
IP, IT & Media
Litigation & Dispute Resolution
Real Estate, Zoning & Environment

What we offer

Interesting and diversified areas of work

You will be working in the exciting business environment of an independent business law firm. We advise on many complex and stimulating matters for our local and international clients. This will create outstanding opportunities for you and will give you exposure to a wide range of work and clients throughout your career. Our practices include Banking & Finance, Business & Commercial, Corporate & M&A, Employment, Pensions & Immigration, Insurance, IP, IT & Media, Litigation & Dispute Resolution and Real Estate & Construction so you can expand your professional aspirations in terms of both industries and practice areas.

The floor is yours!

Right from the start, our firms' size and structure allows you to work directly with more experienced lawyers and partners on a variety of matters so you can both specialise in a particular practice and broaden your experience.

Multi-national and multi-lingual team

We mirror our client's diversity in our own team and attract our people from across Europe. There are nine nationalities working at MOLITOR at present. Everyone speaks English as well as their own first language.

What makes a great workday at MOLITOR and what makes you feel like a valuable contributor?



"People within MOLITOR entrusted me with important files and valued clients which makes me feel like an appreciated contributor to the firm. A great workday at MOLITOR is a day full of challenges to overcome."
Clément Scuvée

Our workplace is founded on service excellence, integrity & trust, approachability and teamwork.

We live our culture through our values every day and we balance hard work and the highest levels of professionalism with an atmosphere of friendship and fun to create value for both our people and our clients. To do that we walk the talk, while building long-lasting business relationships and developing them into a bond of trust: we are approachable, contactable and uphold the highest standards of integrity in everything we do. We also organise regular events including annual gatherings, drinks, team breakfasts and social events.

Personal growth and teamwork matters to us

We take genuine interest in our people and to understand what motivates them. We recognise the positive contributions our people make and we identify talent and constantly review how that talent can be improved within the firms' internal structure and how careers can be grown. Your ongoing development will include regular internal and external training to make sure you have everything it takes to solve our clients' challenging issues. We embrace change and foster and encourage an innovative culture by sharing and constantly improving our professional experiences, the ways we work together and the services we offer to our clients.

Pro bono work

Our commitment to contributing to our communities is part of our culture and we see pro bono work as a complementary part of our everyday commercial activity. We encourage our people to contribute to the development of the local economy and the improvement of the quality of life within our society, by providing free-of-charge legal assistance to selected charitable causes.

Are you looking for a challenge?

People are at the heart of our work and we continuously seek talented, energetic and dedicated young and experienced individuals to create high performing teams who will contribute to the continuing success of our firm and our clients. Ideal candidates will have a Master I or Master II in law. Excellent academic credentials and qualities such as willingness to learn, approachability and teamwork are key traits.

If you are looking for hands-on experience in a friendly environment while gaining valuable legal experience please send your application to recruitment@molitorlegal.lu.

MOLITOR Avocats à la Cour SARL

8, rue Saint-Zithe P.O. Box 690 L-2016 Luxembourg
Phone: +352 297 298 1 contact@molitorlegal.lu

www.molitorlegal.lu
Follow us on LinkedIn 

OÙ ÉTUDIER ?

Au Luxembourg, en Belgique, en France, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, au Royaume-Uni ou encore aux États-Unis... les possibilités sont nombreuses. D'ailleurs, l'ANELD recommande vivement de commencer les études en droit dans un des trois pays nommés en premier.

En Autriche ou en Suisse, l'homologation du diplôme est possible sous certaines conditions. Il y a cependant des divergences importantes selon les systèmes juridiques.

L'homologation du diplôme obtenu en Allemagne, aux États-Unis et au Royaume-Uni n'est pas garantie ; pourtant ces destinations posent un excellent choix pour passer un LL.M.

Dans cette partie, nous allons vous expliquer les différents diplômes, les conditions d'admission, les durées d'études et les procédures d'inscription dans les pays énumérés.

En Angleterre et aux États-Unis : Given significant differences between the legal system in Luxembourg and the British and American legal systems, recognition of diplomas obtained in these countries is not guaranteed. However, it can be very interesting to complete your law studies with an LL.M degree!

Master of laws programs

Master of Laws (LLM) programs are growing in popularity. The LL.M degree is a significant long-term investment that is repaid in more challenging assignments and varied career opportunities, as well as in financial benefits. You can opt to pursue your studies either towards a general LL.M. or towards one of several subject specialisms.

What are the career benefits of such a qualification?

- the degree program provides an opportunity to gain more knowledge of the international market ;
- the program is an opportunity to focus on a specific course of study, thus better preparing you for a career in a particular domain (arbitration, environmental law, health law, human rights law, international business law, tax law, etc.) ;
- an LL.M will make you more attractive to potential employers (ie. international law firms) ;
- departments increasingly demand lawyers with a global perspective, able to add value in complex inter-national transactions by providing top-quality legal advice and services
- spending a year in the United Kingdom or the US or anywhere else, getting an LL.M. offers an opportunity to reflect on your own system and traditions while becoming familiar with UK and US law and culture.

Application process

With the increased demand for places, the application process becomes more and more vigorous each year. The admissions committee is looking at all pieces of the application; but the most important pieces are probably:

a strong academic record, as well as strong English language speaking skills. Furthermore, an LSAT (Law School Admission Test) may be required (www.lsac.org).

Process

- 1) Begin preparations as early as possible and at least one year in advance.
- 2) Visit each of the university's web sites to find all the details you need regarding applications.
- 3) Apply directly to each university, usually via an online application system.

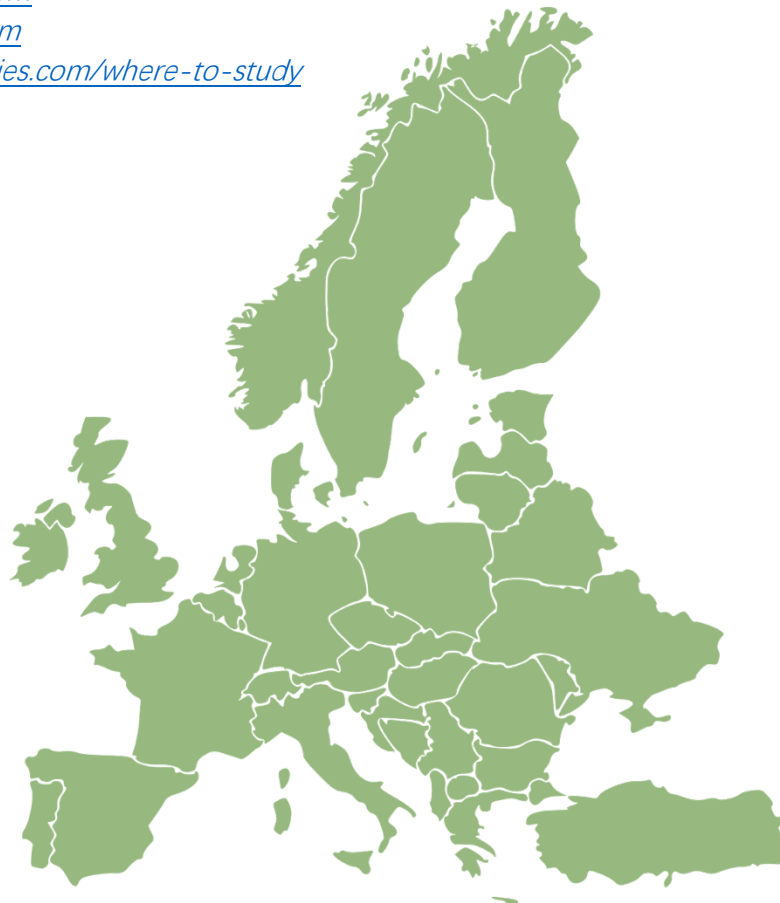
More information

www.lsac.org/index

www.llm-guide.com

www.postgrad.com

www.topuniversities.com/where-to-study



Diplômes délivrés :

- Bachelor académique en droit ;
- Master 1 en droit européen (L.L.M) ;
- Master 2 en droit et contentieux de l'Union européenne (L.L.M) ;
- Master 2 en Droit pénal économique et financier de l'Union Européenne (L.L.M) ;
- Droit bancaire et financier européen (L.L.M) ;
- Droit fiscal européen et international (L.L.M) ;
- Droit privé européen ;
- Droit de l'espace, de la communication et des médias (L.L.M).

Durée des études :

5 ans (Licence, 3 + Master, 2)

Conditions d'admission :

Licence : détention d'un diplôme de fin d'études secondaires + dissertation en anglais de 1000 mots sur un sujet juridique.

Sélection : si le nombre de candidatures dépasse les 180, une sélection, sur base des connaissances linguistiques, la motivation et le résultat au bac, est faite.

Procédure : le délai de préinscription est indiqué chaque année sur le site web de l'université.

Institution :

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg : www.uni.lu

Nouvelle approche transnationale

L'objectif du Bachelor en Droit, **dans sa nouvelle mouture transnationale**, est de former des juristes multilingues, polyvalents, à l'esprit ouvert, qui sachent penser en termes de « global law », tout en maîtrisant les techniques du droit national luxembourgeois.

L'Université du Luxembourg est l'une des rares universités en Europe et dans le monde à proposer une formation transnationale.

Dans la quasi-totalité des pays du monde, l'enregistrement en droit est axé sinon exclusivement, du moins principalement sur l'étude du droit national. En France, on apprend le droit français, en Angleterre le droit anglais, en Allemagne le droit allemand, etc.

Ce modèle traditionnel a fait ses preuves, mais dans un monde de plus en plus **globalisé**, il doit être dépassé, surtout dans un pays comme le Luxembourg, dont le droit est issu de différentes traditions et qui est intrinsèquement ouvert sur l'Europe et le monde.

Qu'il travaille au Luxembourg, à l'étranger ou dans des institutions supranationales, dans le secteur privé ou public, le juriste devra non seulement avoir une parfaite maîtrise de son droit national, mais aussi savoir faire le lien entre différents systèmes juridiques afin de pouvoir dialoguer avec ses interlocuteurs étrangers (client, cocontractant, négociateur politique, partie adverse, etc.)



Diplômes délivrés :

Bachelier Master

Durée des études :

5 ans (Licence, 3 + Master, 2)

Conditions d'admission :

Procédure : inscription en ligne sur le site de l'université avant le 30 septembre.

Institutions :

Université Libre de Bruxelles (ULB),
www.ulb.ac.be,

Université Catholique de Louvain (UCL),
www.uclouvain.be,

Université de Liège (ULG), www.ulg.ac.be,

Université de Mons (1^{er} cycle),
www.unamur.de,

Université Saint-Louis, Bruxelles
(1^{er} cycle),
www.fusl.ac.be.

Informations complémentaires :

www.enseignement.be
www.siep.be
www.studyinbelgium.be

Un cours de langue néerlandaise comme première langue est obligatoire à l'ULB et à l'UCL.

Trois niveaux sont prévus : élémentaire, intermédiaire ou avancé.

Les études de droit à l'ULB

www.ulb.ac.be/facts/droit

Les trois années de Bachelier offrent un enseignement généraliste, **véritable socle de connaissances et de compétences préalables à toute pratique.**

Guidances

Pour commencer, un cours de « Guidance » accompagnera les nouveaux étudiants afin de leur inculquer les **réflexes méthodologiques** permettant d'aborder au mieux les études universitaires, et, en particulier, le droit. Apprendre à apprendre pourrait ainsi résumer ce cours. Il s'agit ici, et de façon très pratique, de former les jeunes universitaires à élaborer un planning de travail, rédiger des tableaux et synthèses de cours juridiques, apprendre à mieux aborder leurs examens.

Cursus

Concernant la partie juridique proprement dite, après l'étude des grands principes généraux et fondateurs du droit enseignés en première année, l'étudiant abordera progressivement les différentes branches qui le constituent (droit pénal, fiscal, administratif, civil, commercial, constitutionnel, etc.)

Parallèlement, de nombreux cours de sciences humaines (sociologie, psychologie, philosophie, histoire, économie, etc.) aideront le futur juriste à replacer de droit et sa pratique dans un environnement mieux compris.

Les **deux années de Master** visent avant tout à permettre à l'étudiant d'approfondir sa formation à travers le choix d'une finalité professionnelle et par le biais de modules d'opinions très variés (entreprise, contentieux, environnement et urbanisme, social, pénal, droits de l'homme, droits intellectuels, etc.)

Langues

Les langues (néerlandais et anglais) font également partie du cursus de la Faculté. Suivant la même logique pédagogique, les cours généralistes précèdent les cours plus **spécifiquement adaptés aux futurs juristes** (comme le néerlandais juridique) avant d'aboutir à des cours de droit en langue étrangère (comme le cours de « Comparative law » de 3^e Bachelier).



Diplômes délivrés :

- Licence,
- Master.

Durée des études :

5 ans (Licence, 3 + Master, 2)

Conditions d'admission :

Détention d'un diplôme de fin d'études secondaires.

La licence en droit est une filière contingentée dans la plupart des universités. Il ne s'agit pas d'une filière sélective avec admission sur dossier, mais les étudiants de l'académie sont prioritaires. Multipliez les choix dans APB et indiquez en 1^{er} vœu que vous souhaitez intégrer.

Procédure : demande d'admission obligatoire via le système « Admission postbac » entre le 20 janvier et le 20 mars, www.admission-postbac.fr.

Informations complémentaires :

www.onisep.fr
www.compufrance.org

Les licences

Les enseignements des deux premières années sont généralistes et se concentrent autour des connaissances juridiques fondamentales.

La troisième année (L3) permet d'opter pour un parcours plus précis sans pour autant fermer les portes pour le choix du Master : droit privé, droit public, droit international, droit des affaires, sciences politiques. Attention : les Masters 2 sont sélectifs.

Les doubles cursus

Il s'agit de filières sélectives et exigeantes, qui permettent d'acquérir une double compétence de plus en plus recherchée. Le droit est associé à un autre domaine : économie, sciences politiques, histoire de l'art, sciences sociales, biotechnologie, etc. Certaines licences, très sélectives également, forment des juristes bilingues. Une partie de la formation s'effectue à l'étranger : droits français et allemand ou anglais, américain, russe, suisse.

Exemple : école de droit de la Sorbonne.
www.ecolededroitdelasorbonne.univ-paris1.fr

Les masters

Les spécialités en Master sont très nombreuses, surtout en droit privé : droit des affaires, droit fiscal, droit pénal. D'autres spécialités sont possibles : droit de la bioéthique, droit du multimédia, des télécommunications et de l'informatique, droit de la propriété intellectuelle, etc.

DJCE

Le Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise se prépare dans 11 universités. Il s'agit d'un diplôme d'université de Juriste Conseil d'Entreprise, couplé avec un Master 2 en droit des affaires, et d'un certificat de spécialisation dans une matière spécifique du droit des affaires (par exemple : droit fiscal, droit des sociétés, etc.), se préparent pendant le mois de juin à Montpellier, permettant de travailler comme avocat ou juriste d'entreprise.



Diplômes délivrés :

Baccalauréat/Bachelor,
Maîtrise/Master.

Durée des études :

6 semestres : Bachelor 3 à 4 semestres
complémentaires (Master).

Conditions d'admission :

Diplôme de fin d'études secondaires (sauf
section A).

Procédure : demande d'inscription en ligne
jusqu'au 30 avril (semestre d'automne).

Institutions :

www.studyprogrammes.ch

Universität Bern, www.unibe.ch

Université de Fribourg, www.unifr.ch

Université de Genève, www.unige.ch

Université de Lausanne, www.unil.ch

Université de Neuchâtel, www.unine.ch

Doubles diplômes

L'Université de Strasbourg et l'Université de Zurich proposent un double master en droit. Les partenaires offrent l'opportunité à des étudiants de la Faculté de Droit de l'Université de Zurich d'effectuer une année au niveau du Master, selon les programmes prévus à Strasbourg par le Master 2 de droit bancaire et financier ou par le Master 2 de droit de l'Union Européenne à la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg.

Étudier le Droit à Lausanne

La Faculté offre une formation complète en Droit. Outre les cursus classiques de Bachelor en Droit, Master en Droit et doctorat en Droit, elle propose, conjointement avec la Faculté de droit de Zurich, un Master en Droit bilingue. De même, elle organise, conjointement avec la Faculté des Hautes études commerciales (HEC Lausanne), un cursus de Master en Droit et économie.

Master en Droit bilingue

Vous avez la possibilité d'accomplir vos études de Master en Droit auprès des Universités de Zurich et de Lausanne et d'approfondir vos connaissances juridiques et votre maîtrise de la langue allemande, respectivement française, auprès des deux Facultés partenaires.

Le Master en Droit des Universités de Zurich et Lausanne peut être accompli sans mention, ou avec l'une des deux mentions suivantes : droit du commerce - droit public.

Diplôme

L'étudiant qui a acquis les 90 crédits ECTS requis conformément aux dispositions du règlement et au plan d'études, obtient le grade de Master of Law der Universitäten Zürich und Lausanne/Maîtrise universitaire en Droit des Universités de Zurich et Lausanne.

Débouchés

Le Master en Droit des Universités de Zurich et Lausanne permet d'accéder à un large éventail d'activités professionnelles. Il ouvre notamment l'accès à la profession d'avocat, de magistrat ou de notaire et prépare également aux diverses professions juridiques proposées par les administrations publiques, les entreprises privées ou encore les organisations internationales.



Allemagne

Studienabschlüsse :

Bachelor of Arts, Master of Law (LL.M.),
Staatsexamen : 1. Juristische Prüfung

Regelstudienzeit :

Bachelor + Master = 6 + 4 Semester,
Staatsexamen = 9 Semester

Zugangsvoraussetzungen :

Abitur oder gleichwertiges Diplom

Einschreibbedingungen :

Online Antrag auf Zulassung stellen:
www.uni-assist.de

15 Juli (WS) / 15 Januar (SS)

Informationen und**Bewerbungsunterlagen :**

www.cjfa.de

Der zweisprachige Studiengang « Droit » beinhaltet ein Grundstudium im französischen sowie im deutschen Recht. Er kann nach drei Studienjahren mit dem Bachelor-Abschluss der französischen Juristenausbildung, der „Licence de droit“, sowie mit einem zusätzlichen Zertifikat abgeschlossen werden. Im ersten und zweiten Studienjahr findet das Studium am *Centre Juridique Franco-Allemand* (CJFA) statt, das der Rechts- und Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität des Saarlandes angehört. Das dritte Studienjahr wird an einer französischen Partneruniversität angeboten. Die Lehrveranstaltungen und Prüfungen des französischen Rechts werden von französischen Hochschullehrern in französischer Sprache durchgeführt.

Währenddessen entspricht das deutsche Jura-Studium vollständig der klassischen Juristenausbildung; sämtliche Vorlesungen werden zusammen mit den deutschen Studierenden besucht.



Studienabschluss :

Master

Regelstudienzeit :

8 Semester (2 + 3 + 3) / 240 ECTS

Zugangsvoraussetzungen :

Matura oder gleichwertiges Diplom.

Lateinkentnisse: Die Zusatzprüfung Latein ist innerhalb des Einführungsabschnitts abzulegen (falls Latein nicht bereits im Ausmass von mindestens 10 Wochenstunden absolviert wurde).

Einschreibbedingungen :

Online Antrag auf Zulassung stellen:

www.studienbeginn.at

Zusätzliche Informationen :

www.studienwahl.at

Das Diplomstudium der Rechtswissenschaften an der Universität Wien

<http://juridicum.univie.ac.at/>

Das Ziel des Diplomstudiums der Rechtswissenschaften an der Universität Wien ist eine wissenschaftliche Berufsvorbildung auf hohem wissenschaftlichem und didaktischem Niveau. Dabei soll eine universaljuristische Bildung vermittelt werden, die grundlegende Kenntnisse in allen Fächern mit der Vertrautheit mit fachspezifischen Methoden, sowie der Fähigkeit, Wissen und Methoden sachgerecht anzuwenden, verbindet. Dadurch soll einerseits eine Berufsvorbildung für alle klassischen Rechtsberufe erlangt werden, andererseits juristische Schlüsselkompetenzen verbunden mit ökonomischen Grundkenntnissen, die die Absolventinnen und Absolventen befähigen, auf Grundlage ihres Wissens und ihrer methodischen Kompetenz sich in verschiedenen anderen juristisch orientierten Berufsbereichen zu bewähren. Da in der Ausbildung auch die Denk-, Argumentations- und Ausdrucksfähigkeit, das kritische Rechtsbewusstsein und soziale Kompetenzen geschult werden, bildet das Studium darüber hinaus auch eine Grundlage für Berufszweige, in denen derartige Kompetenzen benötigt werden.



C L I F F O R D

C H A N C E

Careers



**WHERE
BRIGHT
MINDS
MEET**

We are a truly pioneering law firm. Through seamless teamwork, we span jurisdictions, cultures and languages. Working together, we offer incomparable legal expertise. It's this sense of collaboration that sets us apart.

An der Fonction publique schaffen - en Engagement am Service vum Bierger

Mat 24 Ministère a méi wéi 120 Verwaltunge begéint eis den öffentlichen Déngscht zu Lëtzebuerg iwwerall am Alldag a suergt fir de grondleeënde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft. Deementspreechend villfälteg sinn d'Gebidder, an deenen ee sech beruflech an der Fonction publique abréngen kann, sief et als Fonctionnaire, Employé oder Salarié.

Vun der Héichschoulbildung zur Fiskalitéit, vum Aménagement du Territoire zu der Gesondheet oder der Ëmwelt, et feelt net u Méiglechkeete fir am generellen Intérêt ze schaffen an e qualitativ héichwäertegen öffentlichen Déngscht z'offréieren.

A sou verschidde wéi d'Aarbechtsberäicher, genee sou verschidde sinn och d'Carrières an d'Missiounen am öffentlichen Déngscht.

Eng Carrière an der Fonction publique, dat heescht nieft der Diversitéit u Beruffer och e grouse Choix un adaptéierte Formatiounen, déi lech eng permanent professionell Weiterbildung erlaben. Dozou kommen Opportunitéiten am Beräich vun der interner Mobilitéit, déi lech et erméiglechen, lech weiderzëentwéckelen an nei Aspekter vum Déngscht um Bierger kennenzeléieren. Flexibel an innovativ Aarbechtszäiten erlaben zudeem en Equiliber tëschent Beruff, Famill a Fräizäit.

GEMEINSAM WÄERTER DEELEN

- Eng Aarbechtskultur, déi op de Service an d'Effikassitéit ausgeriicht ass – d'Bierger stinn am Mëttelpunkt a mir ginn op hir Besoinen duerch e schnellen a qualitativ héichwäertege Service an
- De Respekt vun de Prinzipie vum öffentlichen Déngscht: Integritéit, Objektivitéit, Respekt an Transparenz

D'Fonction publique an Zuelen (1. Semester 2019)

28.505 Agenten



Duerchschnëttsalter: 41,5 Joer

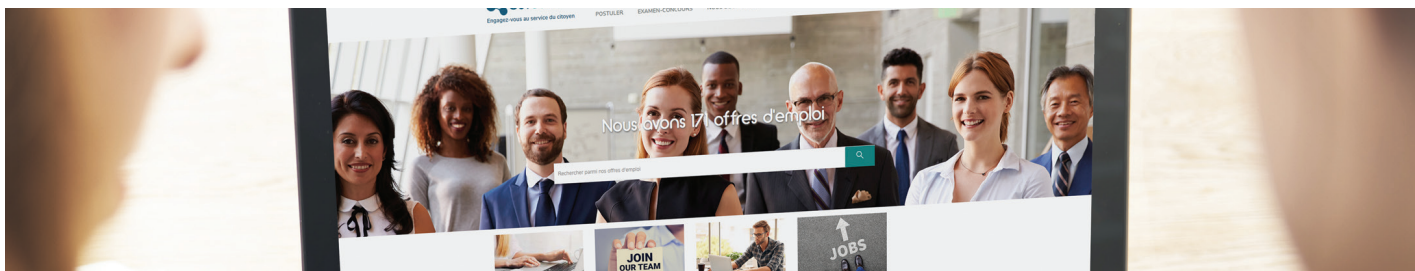
OP DER SICH NO SPEZIALISÉIERTE PROFILLER

Fir kënnen all d'Missiounen vum ëffentlechen Déngscht z'erfëllen, rekrutéiert d'Fonction publique spezialiséiert Profiller an alle Beräicher. D'Besoine wat d'Wëssen an d'Kompetenzen am Beruff ugeet hunn enorm evoluéiert an d'Fonction publique sicht Leit, déi héich motivéiert, qualifizéiert a spezialiséiert sinn. Egal a wéi engem Beräich Dir Är Ausbildung ofgeschloss hutt, den ëffentlechen Déngscht brauch Mataarbechter, déi sech abréngen an engagéieren!

EIS VERSCHIDDE BERUFFSKATEGORIEN

Affaires générales	Communication et information	Environnement et aménagement du territoire	Mobilité et transport	Sécurité sociale
Affaires juridiques et contentieux	Economie	Finances publiques, gestion budgétaire et financière	Personnel et organisation	Technique et infrastructure
Agriculture et viticulture	Education et formation	Fiscalité	Population, défense et sécurité	Technologie de l'information et de la communication
Arts, culture et patrimoine	Emploi et travail	Justice	Relations internationales	
Cohésion sociale	Enseignement supérieur et recherche	Logistique, maintenance et acquisition	Santé	

An der Fonction publique schaffen - GovJobs.lu



GovJobs.lu liwwert op ee Bléck all nätzlech Informatiounen zum Rekrutement an der Fonction publique.

Mat GovJobs.lu bleift Dir up-to-date wat déi aktuell Job-Offeren am ëffentlechen Déngscht ugeet. Dir kënnt lech d'Posten online ukucken an lech per E-Mail informéiere loossen, wann nei Plazen an Ärem Beräich publizéiert ginn.

Op GovJobs.lu fannt Dir och all d'Detailer iwwert déi verschidde Carrièren an der Fonction publique.

Informéiert lech zum Beispill iwwert d'Carrière vum Fonctionnaire an de Rekrutement iwwert Examen-Concours, oder iwwert d'Carrière vum Employé de l'État.

Dir kënnt op GovJobs.lu och mat interessante Filmer en éischten Abléck an d'Diversitéit vun de Beruffer an der Fonction publique kréien. A mat de GovJobs.lu-Newslettère bleift Dir ëmmer um leschte Stand.

Interesséiert un engem Job an der Fonction publique?

Consultéiert déi aktuell Job-Offeren, d'Informatiounen zum Examen-Concours a villes méi op

GovJobs.lu

QUELQUES QUESTIONS À

Charles Duro

Avocat chez Allen & Overy

Comment se déroule votre quotidien professionnel en tant qu'avocat dans un grand cabinet ?

« Le quotidien professionnel peut être très varié : il peut commencer tôt et finir tard, il peut commencer tard et finir tôt, il peut contenir des tâches anodines mais aussi des tâches particulièrement intéressantes en-dehors de l'ordinaire. Je pense que ceci constitue l'avantage du métier d'avocat : des quotidiens très variés permettant d'éviter une routine ennuyante. »

Que conseillez-vous aux futurs étudiants en droit ? Quels sont selon vous les points auxquels il est important de faire attention ?

« Diversifiez les options choisies en début des études (pendant la licence), afin de voir un maximum de matières et domaines différents. Lors du M1, engagez-vous dans une voie, mais n'hésitez pas de changer plus tard : il s'agit de faire ce métier pendant des décennies, donc autant exercer dans une matière qui vous intéresse – les stages sont une bonne opportunité pour découvrir ceci, la pratique étant différente de la théorie ! Vous ne seriez pas les premiers ni les derniers à avoir fait un M2 dans une matière A pour se rendre compte que ceci ne représente pas votre vraie passion et dès lors travailler dans une matière B. Suivez votre passion – c'est (plus) difficile de devenir techniquement excellent dans une matière qu'on n'aime pas vraiment. »



Quelle est votre plus belle expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« Le jour où le client vous appelle directement, au lieu de passer par l'associé / un avocat senior car vous êtes devenu la personne de contact. Ceci a représenté pour moi un signe d'appréciation de la part du client. »

Quelle est votre plus horrible expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« Le remplissage des *time sheets*, qui constitue une expérience horrible au quotidien et qui va probablement me suivre toute ma vie. »

3 *Do's* dans la première année de barreau ?

- « Profitez des différentes soirées de la CJBL afin de rencontrer les consœurs et confrères autour d'un verre ou deux.
- Assistez aux différentes conférences de la CJBL pour découvrir d'autres domaines.
- Soyez fier (mais pas trop quand même) d'être, après tant d'années d'études (et le CCDL), finalement assermenté et de commencer ce prochain chapitre. »

3 *Don'ts* dans la première année de barreau ?

- « Ne profitez pas trop des soirées CJBL non plus – celles-ci ont souvent lieu un traître jeudi promettant un vendredi matin difficile.
- N'hésitez pas à demander de l'aide au bureau / indiquer qu'on ne sait pas comment faire une tâche.
- Ne pensez pas tout le temps à l'avoué, examen final soulevant le supplice d'avocat stagiaire. »

QUELQUES QUESTIONS À François Kremer

Bâtonnier et Avocat chez Arendt & Medernach

Comment se déroule votre quotidien professionnel en tant que Bâtonnier ?

« Le bâtonnier est élu pour être au service du barreau et de ses membres. C'est un grand honneur. La tradition veut que le bâtonnier est choisi dans la tranche des avocats qui ont une trentaine d'années d'expérience, donc des avocats qui ne sont pas encore en fin de carrière. La difficulté consiste à partager son temps et son énergie entre le bâtonnat et la pratique de la profession. En ce qui me concerne, c'est en gros 50/50, y non compris les déplacements aux Rentrées des barreaux amis étrangers ou d'organisations professionnelles, ce qui se fait surtout les week-ends. Le tout c'est de bien déléguer, que ce soit à l'étude ou à la Maison de l'avocat. »

Être Bâtonnier, est-ce un full time job ?

« Les premiers pas au barreau sont parfois déroutants. On a appris à la fac des règles de droit. Du pur théorique. Or, on n'apprend pas comment traiter des humains en crise, car c'est souvent de cela qu'il s'agit quand nous conseillons nos mandants. Le métier s'apprend lors du stage judiciaire et il est donc important d'avoir un patron de stage qui prenne l'apprentissage du jeune avocat au sérieux. Qu'il le fasse directement ou en plaçant le stagiaire dans un programme organisé pour le cabinet, ce qui se fait dans les grandes structures. Le patron doit aussi inculquer la déontologie. Les avocats qui se retrouvent en procédure disciplinaire ont souvent cela de commun qu'ils n'ont pas eu un patron convenable. »



Que conseillez-vous aux futurs étudiants en droit ? Quels sont selon vous les points auxquels il est important de faire attention ?

« La base de notre droit privé est le code civil. Il est donc essentiel de suivre une formation approfondie du Code napoléon, que ce soit en France, en Belgique ou au Luxembourg. Le plus important est de maîtriser les bases: l'introduction générale au droit et le droit des obligations. Même si l'on pratique par après dans des domaines spécialisés comme les fonds d'investissement ou les droits intellectuels, à défaut d'avoir des bases générales solides

on risque d'avoir la tête bien pleine plutôt que la tête bien faite.

Les deux premières années de droit en faculté sont les plus importantes, car elles sont générales. Elles tombent au début, donc à un moment où le jeune universitaire est confronté à moult changements dans sa vie. Souvent c'est la première fois qu'il vit seul en dehors du foyer familial, ce qui est « fun ». Parfois il y en a qui perdent le nord. Il est important de se faire conseiller et soutenir par les organisations d'étudiants. Et il faut profiter de la vie. Être à la fac c'est bien plus que obtenir un diplôme ; c'est l'école de la Vie. »

QUELQUES QUESTIONS À

Philippe Harles

Avocat à la Cour Arendt & Medernach

Comment se déroule votre quotidien professionnel en tant qu'Avocat dans un grand cabinet ?

« Rares sont les journées qui se ressemblent et c'est notamment cela qui fait la beauté de la profession. En effet, en fonction de la taille, nationalité ou domaine d'activité du client, chaque dossier se présente sous un autre angle. Le défi est de s'adapter rapidement, d'écouter le client et de comprendre ses attentes et besoins.

A côté des dossiers proprement parlant, la vie d'avocat est loin d'être monotone aussi: le travail en équipe, la participation à des conférences, formations ou groupes de travail, la prospection de clients, l'implication dans la vie du barreau, etc. Bref, beaucoup d'activités qu'un avocat doit gérer à côté de son travail quotidien. La variété ne manque pas mais malheureusement il est parfois difficile de trouver le temps pour tout faire. »

Que conseillez-vous aux futurs étudiants en droit ? Quels sont selon vous les points auxquels il est important de faire attention ?

« Qu'est-ce qui distingue un jeune avocat d'un avocat bien établi ? C'est l'expérience, l'expérience et encore une fois l'expérience. Essayez donc de vous impliquer au maximum dans les dossiers. Le grand avantage du droit c'est qu'il s'apprend sur le terrain.

À côté de l'expérience, il est tout aussi important de bien comprendre le client et de le conseiller d'une manière pragmatique et « *solution driven* ». Uniquement un conseil adapté et façonné au besoin du client est un bon conseil.

Ma suggestion à chaque avocat stagiaire est donc de bien choisir son maître de stage qui pourrait notamment lui apprendre ces choses et le guider. »



Quelle est votre plus belle expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« Dans le cadre d'une assistance judiciaire, j'ai pu convaincre la Cour, dans une instance d'appel, d'infliger uniquement la peine de travaux d'intérêt général à mon client au lieu de la peine de prison initialement retenue en première instance. En tant qu'avocat spécialisé en droit des sociétés sans expérience en droit pénal, j'étais très fier du résultat. »

Quelle est votre plus horrible expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« Se réveiller à 8 :15 et se rendre compte que la réunion client à laquelle j'étais supposé participer avait déjà commencé depuis 15 minutes... »

2 *Do's* dans la première année de barreau ?

- « Participer à la vie du jeune barreau.
- Garder une curiosité intellectuelle.

2 *Don'ts* dans la première année de barreau ?

- « Rester passif et attendre les opportunités.
- Ne pas se prendre le temps pour bien comprendre le dossier. »

QUELQUES QUESTIONS À Tom Hamen

Avocat – fiscaliste et président de l'Aneld en 2012

Comment se déroule votre quotidien professionnel en tant qu'avocat ?

« Contrairement aux idées reçues, le quotidien de l'avocat est à la fois varié et passionnant. Ceci est notamment dû à la diversité des tâches que l'on est amené à traiter au jour le jour (p. ex. rencontrer des clients, rédiger des notes, défendre les intérêts de nos clients au tribunal, participer à des conférences, etc.). Ainsi, notre métier requiert non seulement de bonnes connaissances rédactionnelles mais également la qualité de pouvoir à la fois identifier et résoudre des problèmes parfois très difficiles. A une époque où le monopole de l'avis juridique de l'avocat est de plus en plus remis en question, il requiert, en plus, une certaine finesse commerciale. A mon avis, le meilleur moyen de découvrir comment se déroule une journée type au sein d'une étude d'avocats est de faire des stages, et ce dès le début de son parcours universitaire. »

Que conseillez-vous aux futurs étudiants en droit ? Quels sont selon vous les points auxquels il est important de faire attention ?

« Personnellement, je conseille à chaque étudiant en droit de faire autant de stages que possible dans tous les différents domaines du droit (p.ex. étude d'avocats, instances judiciaires, organisations internationales ou régionales, etc.). Ce n'est qu'en accumulant les expériences que l'on arrive à savoir ce que l'on aimerait faire par la suite dans sa vie professionnelle. Également, alors que ce n'est pas facile à faire, je pense qu'il est important de faire ses propres choix et de ne pas se laisser influencer par le choix des autres. Ceci est vrai d'ailleurs non seulement pendant les études mais également lors du parcours professionnel. Finalement, je pense qu'il est important de suivre sa passion (que ce soit dans le domaine juridique ou non) et de ne pas se laisser décourager par les obstacles inhérents au parcours universitaire. »



Trois « dos » et trois « don'ts » lors du premier stage

« Le premier stage peut être captivant et intimidant à la fois. Personnellement, je recommanderai donc les trois « *dos* » and *don'ts* » suivants :

Dos :

- Be curios : un stage est l'opportunité parfaite pour toucher à pleins de domaines différents. Saisissez cette occasion.
- Absorb knowledge : Soyez à l'écoute et absorbez le plus de connaissances possibles.
- Be proactive : N'attendez pas à ce que votre maître de stage ou votre supérieur vous attribue du travail. Allez activement à la recherche de nouvelles tâches à accomplir »

Don'ts :

- « Be overzealous : soyez motivé, mais n'oubliez pas de rentrer chez vous le soir après que le travail est fait.
- Be discouraged : il est tout à fait normal de ne pas comprendre tout du premier coup. Il ne faut pas se laisser décourager par cela et essayer à comprendre la problématique donnée, même si cela nécessite de la patience.
- Be a lone wolf : il est de plus en plus crucial de pouvoir travailler en équipe. Tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin. »

QUELQUES QUESTIONS À

Vincent Staudt

Avocat chez LR avocats

Comment se déroule votre quotidien professionnel en tant qu'avocat dans un cabinet de contentieux?

« L'avocat travaillant dans un cabinet de petite ou moyenne taille est confronté à des problèmes juridiques de nature différente, ce qui nécessite avoir des connaissances générales approfondies permettant à l'avocat de s'adapter en fonction des besoins du client. Ceci constitue en même temps la beauté et la difficulté du métier. Bien que la monotonie ne s'installe jamais dans le quotidien d'un avocat de contentieux puisqu'il est constamment amené à découvrir de nouvelles matières et de nouvelles procédures, il n'en demeure pas moins que c'est physiquement et intellectuellement très prenant. Contrairement aux grands cabinets d'affaires, les avocats de contentieux sont amenés à plaider plus souvent devant les Cours et Tribunaux du pays. Ils sont donc plus proches du terrain, des clients et des réalités socio-économiques du pays qui se transcendent dans les affaires qu'ils connaissent en justice. »

Que conseillez-vous aux futurs étudiants en droit ? Quels sont selon vous les points auxquels il est important de faire attention ?

« Nombreux étudiants en droit ne maîtrisent pas les bases essentielles du droit, à savoir le droit civil et la procédure civile. Dans le domaine du contentieux, ils seront tout de même amenés à travailler dans le droit civil, de sorte que des lacunes peuvent non seulement présenter des inconvénients majeurs pour la maîtrise des dossiers, mais également devenir une source de responsabilité de l'avocat. Je conseille donc aux futurs étudiants de droit de bien s'impliquer dès le début dans ces matières. »



Quelle est votre plus belle expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« L'obtention de l'acquittement d'une dame ayant été impliquée dans une affaire pénale, alors qu'elle était innocente. »

Quelle est votre plus horrible expérience professionnelle en tant que jeune avocat ?

« Se réveiller subitement durant la nuit avec la crainte d'avoir raté un délai procédural (alors que ce n'était pas le cas). »

3 *Do's* dans la première année de barreau ?

- « Réussir les examens du stage judiciaire.
- Profiter de l'expérience des collaborateurs plus anciens en rang.
- Ne pas perdre de vue qu'on est seulement stagiaire et qu'on a également droit à une vie privée.

3 *Don'ts* dans la première année de barreau ?

- Ne pas prendre au sérieux la lourde responsabilité qui pèse sur l'avocat.
- Ne pas se prendre le temps nécessaire pour bien maîtriser un dossier.
- Ne pas se comporter confraternellement avec les Consœurs et Confrères. »

QUELQUES QUESTIONS À **Christiane Reckinger**

Conseillère à la Cour d'appel – TL Luxembourg

ANELD : Quel a été votre parcours ?

« J'ai intégré la magistrature en 1984 comme attachée de justice, puis comme substitut au parquet de Luxembourg. Ensuite, je suis devenue juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg d'abord dans une chambre correctionnelle, puis dans une chambre civile. J'ai été ensuite pendant sept ans juge de paix à Luxembourg, avant d'être nommée vice-présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg en charge d'abord d'une chambre correctionnelle, puis des référés. Je suis depuis 2008 conseillère à la Cour d'appel, d'abord dans une chambre correctionnelle et depuis trois ans à la première chambre civile en charge des affaires familiales (divorce, tutelles des mineurs et des majeurs, adoptions, violence domestique etc.) »

Pourquoi avez-vous choisi ce métier ?

« J'ai été attirée par la grande variété de postes très différents qu'offre le métier de magistrat (civil, pénal, parquet, siège, affaires familiales, commerciales), c'est un métier qui demande de pouvoir prendre des décisions et d'assumer des responsabilités et nous sommes en contact avec le quotidien des gens et avons une mission de service public, défendre l'intérêt général, les droits fondamentaux, les libertés publiques. »



Photo : wort.lu

Quelles sont les qualités d'un bon magistrat ?

« D'un point de vue technique, le magistrat doit avoir une bonne connaissance du Droit, il doit savoir rédiger des décisions claires et logiques que le justiciable comprend, il doit savoir prendre des décisions, départager, mais il doit aussi savoir écouter, poser des questions pour comprendre l'enjeu du litige.

D'un point de vue déontologique, le magistrat doit être courtois dans les audiences avec les avocats et avec les justiciables, il doit être intègre et avoir une conduite irréprochable dans l'exercice de sa profession et dans sa vie privée, il doit faire preuve de réserve et de discrétion. »

ATOZ

YOUR NAME HERE

Legal Associate - Tax Associate

www.atoz.lu

Aerogolf Center | 1B, Heienhaff | L-1736 Senningerberg

ATOZ is a high-end, client focused, independent tax advisory firm looking for dynamic and talented people to join the International & Corporate Tax and Corporate Implementation departments.

If you are looking for an exciting position, a highly professional, fastpaced & fun environment then send your CV and cover letter to recruiting@atoz.lu.



A TEAM WHERE EVERYONE MATTERS

“ Creating and maintaining a great team is always high on our list of priorities as a firm. Many of our Members say that ATOZ is different because we pay attention to the individual. It's true. Here, you won't feel like a number. In fact, ATOZ has been recognised for the past seven years as a Luxembourg Great Place To Work.

In 2017 and 2018, ATOZ obtained the special honour of being the Best Place to Work in Luxembourg (#1). This award was the result of a survey answered by all Members which rated the level of respect, camaraderie, fairness, pride and credibility within our firm.

Excellence, Respect, Client Focus, Innovation, Integrity and One Team. These are our values which form the building blocks of our culture. By adhering to these six important values, our Members ensure that our working environment is the right mix of challenging, supportive, stimulating and fun.

”

FATAH BOUDJELIDA
Managing Partner-Operations



OUR RECRUITMENT PROCESS STEP BY STEP

01 YOU APPLY FOR A POSITION

After submitting your CV and cover letter, you'll quickly receive a personal response from a Member of our HR team and not an automatic reply. If your CV is selected, we'll schedule a short 15 minute telephone call in English to validate your language skills.

02 YOU COME IN FOR AN INTERVIEW

We want to know more about you and tell you more about us. You'll come to our office in Luxembourg for a half day interview and technical test. You'll also meet some of your future team members where you'll have the opportunity to ask lots of questions.

03 YOU RECEIVE OUR DECISION

Unlike some larger firms, we won't wait 6 months to send you our reply. You'll be informed 2 to 3 weeks after your interview of the final outcome. If we think you'd be a good match, then it's your turn to decide and let us know.



@ATOZLuxembourg



ATOZ Tax Advisers Luxembourg

www.atoz.lu

LE PARCOURS DU FUTUR JURISTE :

Durant les dernières décennies, la plupart des étudiants luxembourgeois suivaient le chemin juridique ordinaire : poursuivre une licence en Droit dans une université française, belge ou au Luxembourg, avant de terminer par un master francophone, pour une ou deux années éventuellement. Toutefois, depuis quelques années, les temps changent. Aujourd' hui, les emplois sont très ambivalents et les prérequis axés sur un profil international. Nombreux sont les étudiants qui décident d' accumuler leurs connaissances juridiques dans des destinations plus exotiques, avec des parcours insolites. Faire

son master à Paris, suivi par un LL.M. à Londres ? Partir en Erasmus à Barcelone, pour ensuite terminer ses études à Amsterdam ?

Les possibilités sont nombreuses, tout comme les risques de ne pas pouvoir homologuer son diplôme en retournant au Luxembourg. S' ajoute ensuite l' enjeu de convaincre son futur employeur de son parcours éventuellement hors norme. Il convient donc de développer brièvement les parcours possibles, tout en comprenant les conséquences qui s' en suivent.

Commencer dans une université non francophone ?

Grâce à l' harmonisation par l' Union européenne, les différents systèmes juridiques se ressemblent de plus en plus. C' est ainsi qu' aujourd' hui, la France et la Belgique ne sont plus les seuls pays destinataires des étudiants luxembourgeois en Droit.

Le Centre de documentation et d' information sur l' enseignement supérieur (Cedies) assure que « les diplômes allemands et autrichiens en droit sont homologués au Luxembourg et permettent l' accès aux cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL). ».

Depuis l' année académique 2016/2017, le Cedies promeut même les études aux Pays-Bas, dispensées en langue anglaise.

Cela étant dit, les systèmes juridiques étant parfois très différents, la réussite du CCDL peut être d' autant plus difficile pour ces étudiants. Il faut retenir que la bonne maîtrise du français reste un atout indispensable dans le quotidien du juriste au Luxembourg.

Finalement, il est déconseillé pour le moment de commencer ses études dans une université anglophone autre que les Pays-Bas. Les différences entre les systèmes légaux sont trop importantes pour garantir une homologation en revenant au Luxembourg.

Participer au programme Erasmus + ou à un programme bilatéral ?

Pratiquement toutes les universités européennes participent au programme Erasmus + ou/et ont signé des accords bilatéraux avec des universités du monde entier. Ces programmes sont très avantageux, étant donné qu' ils permettent aux étudiants de changer d' université, de pays ou même de continent, sans inscription administrative, sans frais supplémentaires, et éventuellement avec une petite bourse pour financer les allers et retours.

Le programme d' échange Erasmus +, avec ses 33 pays participants, propose une panoplie de possibilités et bénéficie d' un succès énorme en Europe.

Normalement, les étudiants bénéficiant de ce programme sont inscrits au moins en deuxième année de Licence (2e année d' études supérieures) et peuvent ainsi décider de partir pour une durée d' un ou deux semestres selon leurs préférences.

Pourtant, les conditions de participation ainsi que le nombre de places disponibles varient selon les universités.

Par ailleurs, nombreuses sont les universités qui proposent outre le programme Erasmus + encore des programmes bilatéraux. Par ces accords, les étudiants peuvent partir pour des destinations encore plus exotiques (en Amérique ou en Asie, ou encore en Suisse qui ne participe pas au programme Erasmus +).

Il est conseillé de se renseigner dans le bureau des relations internationales de son université respective et ce dès le début de l' année précédente (les dates limites d' inscription étant assez souvent aux alentours des vacances de Noël pour l' année scolaire suivante).

Cependant, il est parfois problématique de justifier un tel parcours devant son futur employeur.

Malheureusement, beaucoup des cabinets d' avocats défendent l' avis que les programmes d' Erasmus ressemblent plus à des années sabbatiques qu' à des études sérieuses. Il est dès lors préférable de suivre ces astuces :

- se renseigner auprès d' un cabinet d' avocats de son choix (éventuellement pendant un stage) sur leur avis concernant les programmes d' échange ;
- se renseigner sur les branches enseignées à l' université, afin de rester dans le domaine juridique envisagé ;
- garder une bonne discipline : une moyenne générale élevée pendant cet échange est toujours une bonne base pour défendre celui-ci.

Accomplir un double diplôme ?

Un double diplôme offre la possibilité de faire ses études à plusieurs universités tout en étudiant plusieurs branches différentes. En effet, les étudiants accomplissant ce parcours sont diplômés en deux branches, que ce soit en Droit et en économie, en Droit et en sciences politiques, ou éventuellement en droit français et en droit anglais, ou encore en droits français et allemand, etc.

En faisant ces études, il est dès lors possible d'accumuler des connaissances dans des branches très différentes, un atout très recherché parmi les employeurs. Il faut cependant ajouter que les conditions d'admission peuvent être exigeantes et les études très difficiles et compétitives.

A noter que les doubles diplômes proposés par les différentes Universités sont tous aussi enrichissants et intéressants les uns que les autres : ainsi, l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne propose dès la licence un double diplôme en Droit et en économie. De même, cette université offre toute une palette de doubles diplômes en droits français et étranger, en partenariat avec des universités des pays respectifs. Le King's College à Londres est un autre exemple, proposant un double diplôme en droits anglais et français en partenariat avec l'Université Paris II (Panthéon-Assas). Un double diplôme en droits français et allemand, le programme « BERMUPA » est également organisé entre l'Université de Berlin, Munich et Paris II.

Effectuer un LL.M. ?

Le *Legum Magister* (LL.M.) est un master accompli dans un pays anglophone. Le choix du LL.M. devient de plus en plus populaire. Ceci est dû particulièrement au fait que de nombreux emplois au Luxembourg exigent une maîtrise parfaite de l'anglais. *A fortiori*, les LL.M. constituent une opportunité excellente d'étudier dans des endroits hors du commun.

Si les LL.M. sont possibles partout dans le monde, la détention de la licence est normalement le critère minimum. Ainsi, de nombreux étudiants partent pour les Pays-Bas, pour l'Angleterre ou pour les Etats-Unis par exemple.

Brexit : Le 23 juin 2016, les Britanniques ont voté pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, laissant planer certaines incertitudes touchant directement les étudiants souhaitant étudier en Angleterre. Ainsi afin d'obtenir de plus amples informations, nous vous conseillons de vous rendre directement sur le site internet des différentes Universités anglaises. Voici une liste non exhaustive :

- London School of Economics and Political Studies (LES) - <http://www.lse.ac.uk/about-lse/lse-and-brexit>
- King's College London - <https://www.kcl.ac.uk/study/abroad/brexit-faqs.aspx>
- University College London - <http://www.ucl.ac.uk/eu-referendum>
- Queen Mary University London - <http://www.qmul.ac.uk/eu-referendum/>
- Oxford University - <http://www.ox.ac.uk/news-and-events/oxford-and-brexit>

Que dit la loi ?

Tous les choix dans le parcours du futur juriste doivent être en concordance avec le Règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d' homologation des titres et grades étrangers. Si l' intégralité du règlement est intéressante à connaître pour les futurs juristes, la partie sur les branches nécessaires est d' une importance particulière :

« L'enseignement du droit doit avoir porté au moins sur les matières d'études suivantes:

- *le droit civil,*
- *le droit commercial,*
- *le droit pénal ou la procédure pénale,*
- *le droit international privé ou public,*
- *le droit constitutionnel ou administratif.*

Le droit civil doit avoir été enseigné pendant au moins deux années, quatre semestres ou six trimestres. Les autres matières doivent avoir été enseignées pendant au moins une année, deux semestres ou trois trimestres. ».

Il est toujours important de relever les branches indispensables pour l' homologation. De plus, il convient de noter que peu importe les emplois envisagés au Luxembourg, les cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) sont d' une importance cruciale : il est absolument conseillé de les accomplir en retournant au Luxembourg, étant donné que

l' exercice de la majorité des professions requiert l' accomplissement de ces cours.

Pour toutes les décisions importantes dans le parcours étudiant du futur juriste, il est évidemment toujours opportun de demander l' avis du Cedies ou du Ministère de la Justice

UNE PANOPLIE DE POSSIBILITÉS

MAGISTRAT :

Les missions du magistrat

Le magistrat constitue en quelque sorte la pièce maîtresse du procès : c'est lui qui devra faire preuve de beaucoup de neutralité et de patience lorsqu'il s'agira d'accueillir les prétentions des parties ainsi que leurs arguments jusqu'à trancher le litige. Ainsi, il est en charge de veiller à la bonne exécution de deux missions principales :

- Défendre les intérêts de la société.
- Veiller au respect de l'ordre public.

Siégeant au sein d'un tribunal d'instance, d'une Cour d'appel ou de la Cour de cassation, le juge est souvent assisté d'autres juges, la décision finale étant le résultat d'un délibéré, au cours duquel chaque juge fera valoir son point de vue et sera forcé de convaincre son bien-fondé.

Faisant preuve d'une connaissance très approfondie de la matière, il devra en premier lieu comprendre tous les aspects de l'affaire qui lui est soumise. Au-delà de cette compétence de compréhension, le juge doit également être en mesure de communiquer avec tous les acteurs impliqués tout au long de la procédure : avocats, policiers, gendarmes, éducateurs, greffe et même experts pour n'en citer que quelques-uns.

C'est la raison pour laquelle le cheminement pour devenir magistrat est bien plus difficile que celui pour certaines autres professions.

Le magistrat, une fois dans ses fonctions, aura accompli ou respecté tous les points suivants :

- être avocat à la Cour, ayant bien respecté le cheminement expliqué sous le titre « Avocat » ;
- stage en tant qu'attaché de justice d'une durée minimale de 12 mois ;
- formation de 2 mois à l'école nationale de la magistrature à Bordeaux (ENM), le Grand-Duché ne disposant pas d'une telle structure ;

Différence entre magistrature debout et assise :

Il importe de distinguer dans la magistrature deux grands types de fonctions :

- Les magistrats du siège (magistrature « assise ») : ce sont eux qui rendent le jugement. Ils exercent des fonctions variées et sont autonomes ainsi qu'inamovibles.

- Les magistrats du parquet sont considérés comme faisant exerçant de la magistrature « debout », le procureur et leurs substituts, représentant la société et demandant à ce que soit appliquée la loi. Ils sont chargés de poursuivre l' auteur d' un délit en réclamant la peine lors de l' audience. Ils sont placés sous l' autorité du Grand-Duc.

Différents postes dans la magistrature :

- Juge de paix : il est compétent pour des litiges jusqu' à 10.000€ ainsi que pour les conflits.
- Juge d' instruction : c' est le juge qui, dans une instance pénale, sera en charge de mener l' enquête.
- Juge de la jeunesse et des tutelles : il sera en charge de prendre des décisions protégeant les mineurs ainsi que les personnes bénéficiant d' un régime de protection.
- Substitut du procureur : il représente l' ordre public / l' Etat et veille à représenter les intérêts de ce dernier en demandant, à l' instance pénale, une sanction.

Le parcours pour devenir magistrat

Les magistrats ont, au vu de la mission qui leur est confiée, une très grande responsabilité.

- Passage auprès des différents services judiciaires et policiers sous la direction du chef de corps concerné, auquel s' ajoute un stage pratique de courte durée dans un établissement pénitentiaire.
- Acceptation finale du candidat est soumise à l' approbation de l' autorité de nomination, qui rend sa décision suite à l' avis rendu par la commission du stage, composée de hauts magistrats et hauts fonctionnaires.

Les magistrats en chiffre :

- nombre de magistrats des juridictions administratives: 21 (dont 12 femmes et 9 hommes).
- nombre de magistrats des juridictions judiciaires :
 - Cour supérieure de Justice: 42 (dont 30 femmes et 12 hommes),
 - Parquet général : 13 (dont 8 femmes et 5 hommes,
 - Tribunaux d' arrondissement : 119 (dont 84 femmes et 35 hommes),
 - Justices de paix : 33 (dont 23 femmes et 10 hommes).

HUISSIER :

Les huissiers de justice sont des officiers publics et ministériels, nommés par le Grand-Duc. Ils sont des professionnels indépendants et exercent leur fonction sous une forme libérale. La profession et son accès sont strictement réglementés, tout comme leur nombre est fixé à 19.

L' huissier de justice peut exercer seul ou en association, mais pas en société civile, comme peuvent le faire les avocats par exemple. Les huissiers ont une compétence territoriale limitée au ressort du tribunal d' arrondissement du lieu de leur résidence.

Les missions de l'huissier

La profession d' huissier s' organise autour de quatre missions principales :

- La signification : c' est l' huissier qui dispose du monopole de la signification des actes, c' est-à-dire de porter assignations, jugements et autres documents assimilés à connaissance des parties au procès. Officier d' Etat public, les mentions faites par l' huissier de justice sont revêtues de l' authenticité et font foi jusqu' à inscription de faux.
- L' exécution : les huissiers sont les seuls à pouvoir ramener à exécution les décisions de justice ainsi que les autres titres exécutoires et peuvent par ailleurs procéder au recouvrement de toute créance.
- Les ventes aux enchères : l' huissier de justice ainsi que le notaire ont droit exclusif de procéder à la prise et à la vente publique de meubles et effets mobiliers.
- Les constats : l' huissier de justice peut effectuer des constats. Il effectue des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter.

Comment devenir huissier ?

L' accès à la profession d' huissier, profession réglementée en vertu de la loi du 4 décembre 1990, nécessite le respect de certains critères. Ainsi, le futur candidat-huissier devra respecter les points suivants :

- avoir la nationalité luxembourgeoise ;
- avoir une moralité exemplaire (casier judiciaire vierge) ;
- maîtrise en droit (quatre ans d' études universitaires) ;
- effectuer un stage d' un an dans un office d' huissier ;
- postuler à un poste vacant, puis être nommé par le Grand-Duc après un examen minutieux du dossier.

NOTAIRE :

La mission du notaire

Officier public nommé par le Grand-Duc, le notaire a avant tout une mission de service public : celle d' authentifier par acte les conventions des parties.

Sa mission ne s' arrête toutefois pas là, puisqu' il exerce également en tant que professionnel libéral, dispensant à ce titre du conseil juridique aussi bien à des particuliers qu' à des entreprises, tout en étant soumis à un tarif fixe déterminé par la loi.

Le notaire fait ainsi preuve de ses compétences dans trois grands domaines :

- Le conseil, surtout en tant que professionnel libéral. Spécialiste du droit de la famille et du droit immobilier, il veille à ce que les démarches entreprises par les clients sont en conformité avec les lois en vigueur.
- L' authentification, rôle assez important, puisque tout ce que le notaire déclare avoir vu, et entendu est reporté dans un acte qui ne peut être contesté en justice, ce qui fait du notaire un témoin privilégié.
- La rédaction de certains actes. Officier d' Etat public, le notaire a la compétence exclusive pour rédiger certains actes, actes que l' on peut regrouper sous trois pôles :
 - droit immobilier : actes d' achat, de vente ou encore d' emprunt immobilier,
 - droit de la famille : contrats de mariage, donation, succession,
 - droit des affaires : constitution de sociétés, fusions, etc.

Comment devenir notaire ?

Afin d' accéder à la profession notariale, il faut remplir un certain nombre de prérequis plus stricts que pour l' accession à la profession d' avocat ou du juriste d' entreprise par exemple. Ceci tient notamment à son statut d' officier d' Etat public, endossant à ce titre une responsabilité assez importante vis-à-vis des pouvoirs publics, mais aussi vis-à-vis de ses clients.

Ainsi, il est nécessaire de :

- avoir la nationalité luxembourgeoise ou être ressortissant d' un pays membre de l' UE et avoir la jouissance des droits civils et des droits politiques ;
- maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires ;
- avoir réussi quatre ans d' études universitaires en droit ;
- avoir obtenu le diplôme de candidat-notaire, soit le certificat de stage nécessaire à l' accession de la fonction de notaire ;

- avoir 25 ans accomplis.

En attendant qu' un office notarial se libère, le candidat-notaire travaillera généralement en tant qu' avocat, magistrat ou, d' une façon générale, en tant que juriste.

- Il convient toutefois d' apporter quelques précisions quant au stage notarial :
- Il débute en mai pour une durée de 1 an ;
- Il se déroule sous la supervision d' un maître de stage ;
- Le stagiaire devra suivre un enseignement constitué notamment de matières telles que les droits d' enregistrement et de succession, la liquidation de successions et de communautés de biens, droit des sociétés etc. ;
- Le stagiaire, durant la période de stage, garde son statut d' indépendant, comme c' est le cas également pour l' avocat stagiaire ;
- N' étant pas salarié, le stagiaire perçoit une indemnité de stage librement fixée par son patron, mais généralement comprise entre 1.000€ et 1.500€ mensuellement ;
- La fin de la période de stage sera sanctionnée par un examen de fin de stage, étant précisé que le taux de réussite a été assez élevé au cours des dernières années.

La fonction de notaire aujourd'hui

Le nombre de notaires est défini par la loi et il est fixé à 36. Réparties à travers tout le pays, la majorité des études notariales se trouvent néanmoins dans le centre du pays, en raison d' une plus forte concentration de la population que dans le reste du pays.

Quelques chiffres :

- Âge limite du notaire : 72 ans
- Temps d' attente pour accéder à la profession : cinq à dix ans environ
- D' une façon générale, le taux de réussite à l' examen est assez élevé

Néanmoins, plus les résultats sont bons, plus on avance sur la « liste d' attente », ce qui permet bien évidemment d' accéder plus rapidement à la profession.

AVOCAT :

Tout au long de ce guide seront présentés un certain nombre de cabinets d' avocats, répondant à des questions bien précises et censées donner un réel aperçu de la profession, raison pour laquelle les développements seront quelque peu raccourcis ici.

La mission de l'avocat

Si on associe le métier d' avocat souvent à celui de défense des clients, il ne faut pas oublier la mission de conseil de ce dernier : principalement en raison du développement du secteur financier ainsi que la mise en place d' une législation intéressante, l' avocat est davantage amené à assister et guider le client lorsqu' il s' agit d' effectuer des opérations tout en étant en conformité avec la législation.

On distingue ainsi quelques grandes missions et obligations de l' avocat :

Obligation de défense: la mission première de l' avocat est d' assurer l' assistance juridique de ses clients. L' avocat représente en justice ses clients et y défend leurs intérêts.

Obligation du respect du secret professionnel : attribut fondamental de la profession d' avocat, le secret professionnel garantit la liberté de l' individu et le bon fonctionnement de la justice.

Le conseil : l' avocat donne son avis dans une matière spécifique lors de négociations de contrats, d' arbitrage de conflits, voire tente à travers la négociation ou la transaction d' épargner le procès à son client. Il importe toutefois de noter qu' il partage cette compétence avec l' expert-comptable, le notaire et les juristes d' entreprise.

Autres missions : suppléance d' un magistrat, mandats de justice, arbitrage, etc.

Comment devenir avocat ?

Il est important de savoir que la profession d' avocat est réglementée, de même que son exercice est soumis à l' accomplissement d' un certain nombre d' épreuves. Le titre « Avocat à la Cour » peut en effet être considéré comme étant un gage de qualité, puisque accessible uniquement après avoir rempli les points suivants :

- Homologation du diplôme d' études en Droit, représentant au minimum quatre années d' études supérieures. La procédure de l' homologation est plus détaillée sur le site Internet de l' ANELD ou sur le site Internet du Ministère de la Justice.
- Après les études en Droit ont lieu les cours complémentaires en droit luxembourgeois qui durent d' octobre à mai.
- Suite à l' obtention de l' examen du CCDL débute le stage judiciaire d' une durée de deux ans. Celui-ci se fera sous la direction d' un maître de stage, nécessairement avocat lui-même. L' indemnité de stage versée par l' Etat est de 400€, somme à laquelle s' ajoute une rémunération librement fixée par le maître de stage. Tout au long de la durée du stage, on peut être appelé en tant qu' avocat commis d' office pour intervenir sur certaines affaires de nature pénale.
- Une fois le stage judiciaire accompli, la réussite d' un dernier examen permet l' accès au titre d' « Avocat à la Cour ».

DIPLOMATE :

Quelles sont les missions du diplomate ?

Alors que les missions du diplomate luxembourgeois sont multiples et se présentent sous plusieurs formes, les principales missions peuvent se résumer aux suivantes:

- représenter officiellement le Luxembourg à l' étranger ;
- appliquer la politique étrangère définie par le gouvernement afin de défendre et promouvoir les intérêts politiques, commerciaux et culturels du Luxembourg à l' étranger ;
- développer la coopération et les relations avec le pays auprès duquel il est accrédité ;
- protéger et soutenir les ressortissants luxembourgeois à l' étranger.

Quels sont les différents postes dans la diplomatie ?

En règle générale un diplomate se verra être affecté à plusieurs postes tout au long de sa carrière. En effet, la carrière du diplomate est placée sous le signe du voyage et du renouvellement permanent. Au sein du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg (MAEE) par exemple, un agent diplomatique sera amené à travailler au sein de plusieurs directions de la maison mère du MAEE au Luxembourg mais aussi au sein de plusieurs missions diplomatiques et consulaires à l' étranger faisant partie du réseau diplomatique luxembourgeois.

Quelles sont les exigences pour devenir diplomate ?

Tout d' abord afin d' intégrer le corps diplomatique luxembourgeois, il faut être de nationalité luxembourgeoise, être titulaire d' un diplôme de type Master (Bac +5) et avoir réussi l' examen concours organisé par l' État luxembourgeois. Alors que la majorité des profils sont titulaires d' un diplôme en sciences politiques, relations internationales, sciences économiques, droit ou langues, la nature du diplôme n' est souvent pas l' élément déterminant. Toutefois, le métier du diplomate exige une culture générale développée et une ouverture d' esprit qui se traduit par une certaine curiosité et ouverture sur le monde (différentes cultures, civilisations, etc.). Ensuite, une excellente maîtrise de plusieurs langues est nécessaire afin de pouvoir communiquer en toutes circonstances avec la panoplie de différents interlocuteurs auxquels est exposé un diplomate au jour le jour. Finalement, à ceci s' ajoute la capacité de travailler en équipe et une certaine capacité d' analyse, de synthèse et de rédaction.

Quelles sont les qualités d'un bon diplomate ?

Les principales qualités d' un diplomate sont:

- capacité d' adaptation à toutes circonstances,
- savoir écouter, faire preuve d' empathie et avoir le sens du tact,
- être un bon négociateur (réflexion, stratégie, gestion du temps et crédibilité),
- autocontrôle et patience.

JURISTE D'ENTREPRISE :

Le juriste d'entreprise est un acteur clé au sein de son entreprise en ce qu'il assure que toutes les opérations effectuées par la société soient bien conformes à la législation en vigueur.

Missions du juriste d'entreprise

D'une façon générale, le juriste d'entreprise a surtout deux rôles majeurs :

- étude et conseil : la négociation des contrats, le choix entre le régime juridique le plus favorable ou encore mener à bien un plan social sont autant de tâches que doit effectuer le juriste d'entreprise pour le compte des différents services de l'entreprise (ressources humaines, direction financière, etc.) ;
- veille juridique : dès lors qu'une nouvelle législation entre en vigueur voire s'apprête à entrer en vigueur, le juriste d'entreprise veille à s'informer continuellement et à le faire savoir aux différents collaborateurs ;
- spécialisation et expertise : souvent, le juriste d'entreprise, avant tout dans les grandes entreprises, aura tendance à se spécialiser dans un domaine précis, comme par exemple le droit du travail, le droit de la propriété intellectuelle, etc. Même s'il ne s'agit pas d'une mission proprement dite, le juriste d'entreprise.

Au fil de sa carrière, le juriste d'entreprise pourra évoluer vers des postes à responsabilité et devenir directeur du département juridique voire membre du conseil d'administration. La complexification des rapports entre les entreprises et les autres acteurs avec lesquels il doit traiter demandent en effet des compétences assez poussées en la matière.

Le parcours du juriste d'entreprise

Le juriste d'entreprise a un parcours quelque peu moins contraignant que l'accès à une profession réglementée, puisque dispensé de formations supplémentaires après les études universitaires :

- pas de parcours spécifique, le diplômé en Droit pourra directement intégrer une entreprise au sein de laquelle il officiera en tant que juriste d'entreprise ;
- pas besoin d'être avocat pour pouvoir exercer en tant que juriste d'entreprise.

Les autres professions équivalentes au juriste d'entreprise

Le juriste de banque :

Le juriste de banque n'est autre qu'un juriste d'entreprise spécialisé aux besoins d'un établissement financier. Il importe de le mettre à part puisque ses missions ont beau être similaires à celle de son équivalent dans une entreprise conventionnelle, mais celles-ci seront bien plus spécifiques à chaque type d'opération. Ainsi, il n'est pas rare d'avoir un ou plusieurs juristes affectés à des postes dans un département précis.

Le juriste dans la fonction publique :

L'influence croissante de l'Union Européenne dans les affaires étatiques, que cela soit au domaine législatif ou autre, ainsi que la technicité accrue de certains dossiers auxquels doit faire face l'Etat, poussent ce dernier à s'entourer de juristes compétents. Que ce soit au niveau des pouvoirs législatif (Chambre des Députés et Conseil d'Etat), exécutif (gouvernement et administrations qui en dépendent) ou judiciaire (tribunaux et cours), chaque service étatique est aujourd'hui doté de juristes.

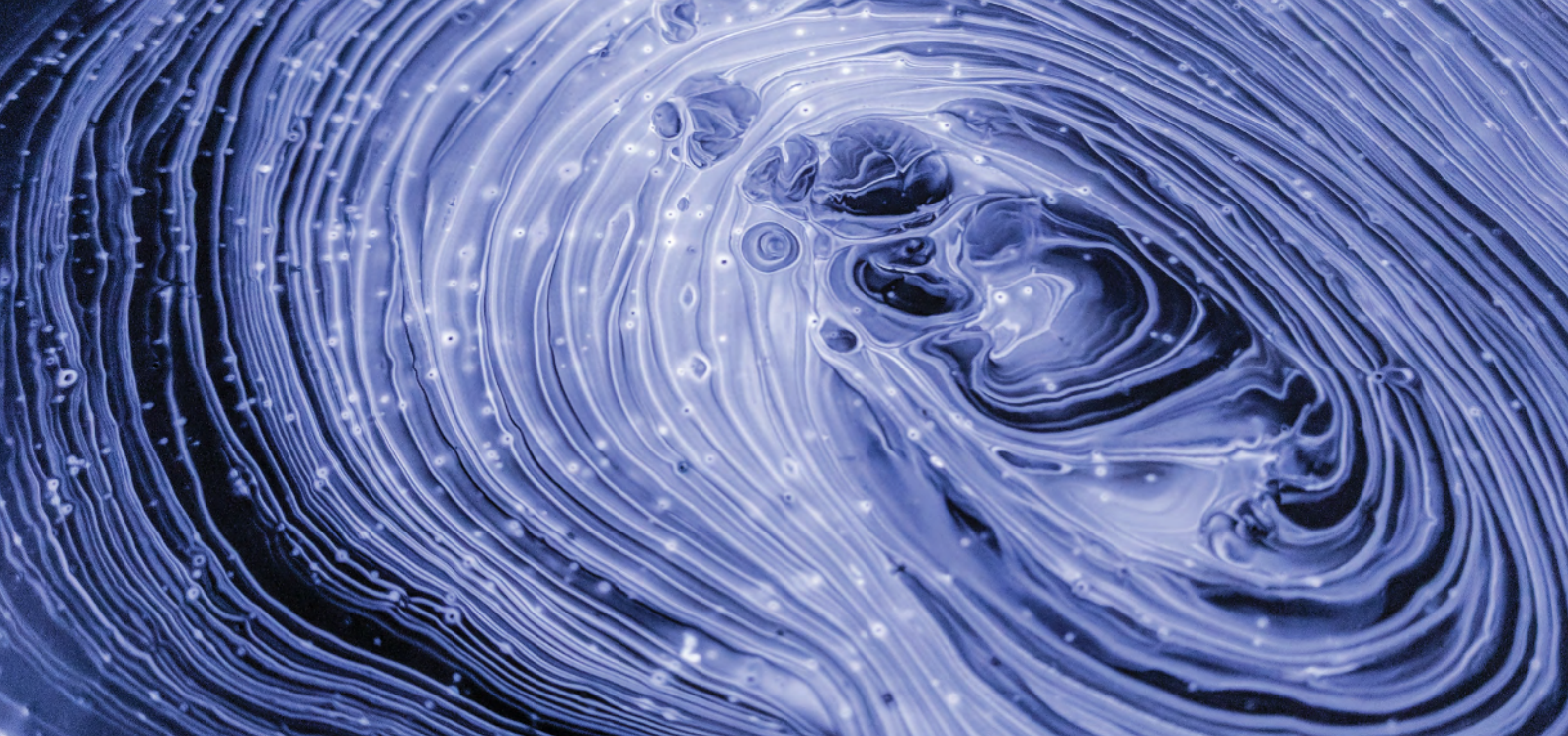
Les carrières supérieures de l'administration publique permettent d'accéder à des postes au sein de l'administration générale (entre autres attaché du gouvernement, attaché de la direction, chargé d'études, etc.), dans l'enseignement ainsi que dans la Police et l'armée.

YES, YOU MAY FIND IT UP THERE...



LEXGO - all the information for the legal professional

WWW.LEXGO.BE - WWW.LEXGO.LU



DLA Piper

DLA Piper est devenu en 2005 l'un des plus grands cabinets d'avocats d'affaires au monde, à la suite d'une fusion d'une envergure sans précédent. La stratégie était simple: créer un cabinet véritablement international, capable de satisfaire les besoins juridiques de ses clients, quel que soit le lieu d'exercice de leurs activités.

Lancé en 2014, le cabinet DLA Piper Luxembourg compte à ce jour une quarantaine d'avocats et juristes.

Ce qui nous différencie

Nous sommes un cabinet international reconnu pour son excellence et son professionnalisme. Nous bénéficions du *know-how* et de l'expertise acquise par l'ensemble de nos bureaux répartis dans plus de 40 pays en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie-Pacifique.

Nos valeurs définissent qui nous sommes. Elles influencent la manière dont nous travaillons ensemble et accompagnons nos clients et nous engageons auprès de nos interlocuteurs.

Be Supportive: Etre impliqué et soutenir le bien-être au travail, s'impliquer dans des activités du cabinet, promouvoir la diversité et l'inclusion

Be Collaborative: Collaborer et avoir l'esprit d'équipe, travailler sur des projets ou avec des collègues d'autres bureaux internationaux

Be Bold: Etre innovant et oser s'exprimer

Be Exceptional: Développer les meilleures idées, les mener à bien, fournir à nos clients des prestations de grande qualité et contribuer aux initiatives pro Bono

Nos avocats travaillent en étroite collaboration en fonction de leur spécialité afin de permettre à nos clients d'atteindre leurs objectifs dans le respect du droit.

Nous accompagnons notre clientèle, composée d'entreprises luxembourgeoises et étrangères, multinationales, banques d'investissement, fonds de *private equity* et autres, dans la plupart des domaines du droit, avec une connaissance pointue des secteurs de la finance et de l'immobilier.

Notre engagement de développement

Nous avons fait le pari de nous développer en vous développant, en vous faisant bénéficier de la formation, du soutien et d'un environnement propices à votre épanouissement. Dès leur arrivée, nos collaborateurs sont pris en charge dans le cadre d'un programme de *on-boarding* et assistés par un *buddy* qui les assiste dans leurs premiers pas.

Rien n'est plus enrichissant que l'expérience *on the job*, sur le terrain. Que vous rejoigniez l'aventure pour un stage ou pour débiter une carrière, vous aurez rapidement accès à des responsabilités.

Nos compétences

- Droit des sociétés (incluant Fusion & Acquisition – M&A)
- Droit bancaire et financier
- Fonds d'investissement
- Private Equity
- Droits des assurances
- Droit fiscal
- Droit de la Propriété Intellectuelle et Technologie



DLA Piper is a global law firm operating through various separate and distinct legal entities. Further details of these entities can be found at www.dlapiper.com. This publication is intended as a general overview and discussion of the subjects dealt with, and does not create a lawyer-client relationship. It is not intended to be, and should not be used as, a substitute for taking legal advice in any specific situation. DLA Piper will accept no responsibility for any actions taken or not taken on the basis of this publication. This may qualify as "Lawyer Advertising" requiring notice in some jurisdictions. Prior results do not guarantee a similar outcome.

Copyright © 2019 DLA Piper. All rights reserved. | OCT19 | A02954



ARE YOU INTERESTED IN EXPLORING AN INTERNATIONAL LEGAL CAREER?

We want people who are comfortable working on the most challenging mandates, who understand the value of building strong client relationships across borders, and who embrace a spirit of collaboration. Joining our Firm means a commitment to a culture of friendship, global citizenship and curiosity about the world and how it is evolving.

We're looking for law students and recent graduates to join our Luxembourg office. Based in one of the world's most important financial and holding centers, you'll be advising clients on major cross-border financings, transactions and investment structurings. An MBA or LL.M and previous experience of working abroad is a plus.

To join a truly global law firm, please send your CV and application letter to: hiring.luxembourg@bakermckenzie.com

Baker & McKenzie International is a global law firm with member law firms around the world. In accordance with the common terminology used in professional service organizations, reference to a "partner" means a person who is a partner or equivalent in such a law firm. Similarly, reference to an "office" means an office of any such law firm. Baker & McKenzie Luxembourg, 10-12 Boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Contact us at + 352 26 18 44 1

Luther.

Précisément. Luther.

Etabli au Luxembourg depuis 2010, Luther est l'un des principaux cabinets d'avocats de la place. Forts d'un réseau international, nos professionnels conseillent notre clientèle nationale et internationale dans de nombreux domaines, notamment en droit des sociétés, fusions-acquisitions, droit bancaire et financier, règlement des litiges, fonds d'investissement, droit du travail et droit immobilier.

Luther emploie plus de 380 avocats au sein de ses 10 bureaux allemands et 6 bureaux internationaux implantés dans des places financières européennes et asiatiques.

Avancez personnellement et professionnellement. Découvrez nos opportunités :

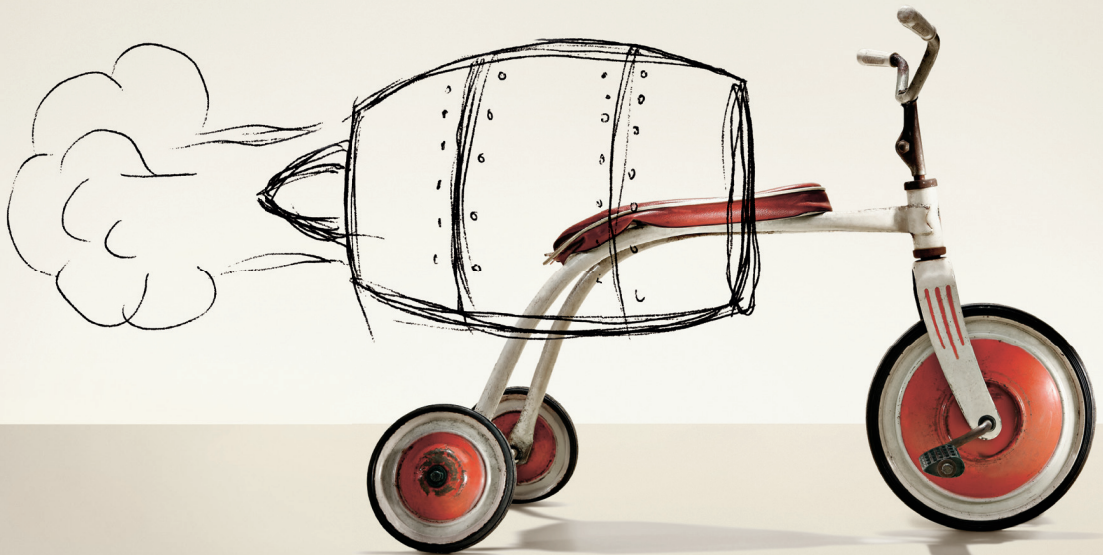
Avocats/Juristes Stagiaires (jusqu'à 6 mois)

Contact

Marie-Louise Peretti

lu.recruitment@luther-lawfirm.com

Luther S.A. société anonyme registered with the Luxembourg Bar



Berlin
Brussels
Cologne
Dusseldorf
Essen
Frankfurt a. M.
Hamburg
Hanover
Leipzig
London
Luxembourg
Munich
Shanghai
Singapore
Stuttgart
Yangon

Legal Advice | www.luther-lawfirm.lu



LOYENS  LOEFF
AVOCATS À LA COUR

LOYENSLOEFF.LU

Avocat ? Fiscaliste ? **... En quête d'une expérience unique ?**

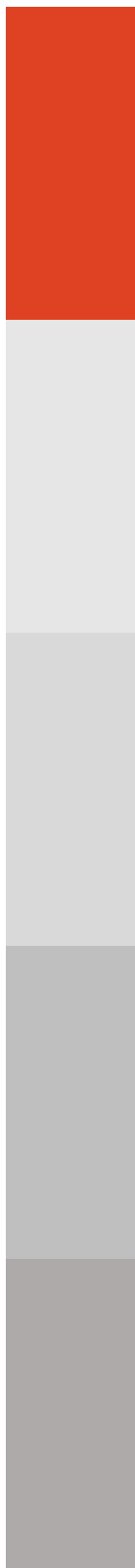
Nous recherchons :

- Des collaborateurs juniors et expérimentés
- Une formation juridique ou fiscale dans l'enseignement supérieur
- Une maîtrise écrite et orale de l'anglais
- Un sens développé du contact client, du partage et du travail en équipe.

Intéressé par ce challenge ?

luxhr@loyensloeff.com

Impressum :



Impression
Groupe
Editpress
Luxembourg

WEPRINT

Groupe Editpress, WePrint
Octobre 2019 Printed in Luxembourg

Sous réserve de modifications

VOTRE ACCOMPAGNATEUR TOUT AU LONG DE VOS ÉTUDES

Sponsors gold



5^{ème} édition
Le Guide du Futur Juriste
© ANELD a.s.b.l. 2019